

L'URGENCE CLIMATIQUE DANS LA RUE



OLIVIER VOGELSANG

Après cet été caniculaire, la population suisse manifeste en masse à l'appel de la coalition «Pas d'étés à 50 degrés!» A Lausanne, à Fribourg et à Genève, des dizaines de milliers de personnes ont dénoncé l'inaction politique face au dérèglement climatique. **PAGES 4-5**

POINT DE MIRE

Tout augmente, sauf les salaires

Antoine Grosjean

Pas besoin d'attendre l'annonce des primes d'assurance-maladie de l'an prochain pour savoir qu'on va encore prendre un coup au porte-monnaie. Par ailleurs, vu le regain de tension au Moyen-Orient, et le cours du pétrole qui joue au yoyo, il ne faut pas trop compter sur une baisse significative de l'inflation dans l'immédiat. Avec une économie aussi tributaire des énergies fossiles, pas étonnant que notre pouvoir d'achat soit à la merci des soubresauts géopolitiques qui secouent d'autres continents. De plus, cette dépendance ne fait qu'aggraver le dérèglement climatique, comme le dénoncent les dizaines de milliers de personnes qui manifestent ces jours dans toute la Suisse sous le slogan «Pas d'étés à 50 degrés!» Et cela a aussi un impact concret sur les finances des ménages, puisque la sécheresse extrême de l'été qui s'achève engendre de faibles récoltes dans l'agriculture, ce qui se traduira par une hausse du prix des denrées alimentaires cet hiver.

Les revendications salariales des syndicats, qui réclament une augmentation générale de 2,5%, sont donc plus légitimes que jamais (lire en page 7). Quand tout augmente, on ne peut pas accepter que seuls les salaires stagnent. D'autant que, malgré une situation compliquée au niveau mondial, certains secteurs résistent plutôt bien dans notre pays. Et que la productivité continue d'augmenter. Il serait donc temps que les travailleurs et les travailleuses récoltent les fruits de leurs efforts. Les écarts entre hauts et bas revenus sont de plus en plus indécents. Il faut être aveugle pour ne pas voir qu'il s'agit d'une bombe à retardement sur le plan social. Il y a déjà 8,4% de la population suisse qui vit sous le seuil de pauvreté, et 1,5 million de personnes qui sont à peine au-dessus. Signe tangible de cette paupérisation, les files d'attente aux points de distribution de nourriture, qui nous avaient choqués durant la pandémie de Covid, sont désormais devenues monnaie courante.

Hélas, nos autorités ne font pas grand-chose pour y remédier, au contraire. A Genève, par exemple, le budget austéritaire qui vient d'être présenté ne fera qu'accroître les inégalités. Le Conseil d'Etat veut en effet sabrer dans le social, la santé et la formation, alors qu'en parallèle, la droite a fait passer en commission un projet de réduction de l'impôt sur la fortune. De son côté, le Canton de Vaud compte limiter cette année les coupes budgétaires en piochant dans ses réserves. Mais le gouvernement prévient

Les écarts entre hauts et bas revenus sont de plus en plus indécents

déjà qu'en cas d'acceptation dans les urnes, ce 27 septembre, de la baisse d'impôts de 12% – qui bénéficiera avant tout aux contribuables les plus aisés – des mesures d'économie supplémentaires seront inévitables. C'est toujours la même recette: on baisse les impôts des plus riches et pour combler le trou dans les finances étatiques, on réduit les prestations qui aident les revenus modestes et la classe moyenne à garder la tête hors de l'eau. Du pur cynisme! L'augmentation des salaires se justifie également par le fait que le changement climatique rend les conditions de travail de nombreuses personnes de plus en plus éprouvantes. Et ce ne sont pas les cols blancs qui souffrent le plus

des canicules, mais celles et ceux qui exercent les métiers les moins bien payés, les plus pénibles et les plus dangereux, à l'instar des travailleurs de la construction, du personnel soignant et de toutes les petites mains de l'économie. Le nombre d'an-

nées d'études et les diplômés ne doivent pas être les seuls critères de rémunération, sauf si l'on veut perpétuer les injustices sociales. Les négociations qui commencent pour un ajustement des salaires et pour le renouvellement de conventions collectives de travail s'annoncent donc chaudes. Restons mobilisés, ce n'est pas le moment de baisser les bras! ■

PROFIL



Djaouad Souyad, foot et politique, même combat.

PAGE 2

MIGRANTS

Une pétition veut abolir le délit de solidarité.

PAGE 3

RÉMUNÉRATIONS

L'USS réclame une hausse des salaires.

PAGE 7

INTERNATIONAL

Ukraine: les syndicats font entendre leur voix.

PAGE 8

Massimo Greco

Le FC POP sort de deux défaites en matchs amicaux. A quelques minutes du début de la rencontre contre l'Olympique vaudois, ce lundi 14 septembre, le capitaine Djaouad Souyad réunit ses camarades. «Les gars! Je sais qu'on vous l'a déjà répété à l'entraînement...» On s'attend alors à l'une de ces célèbres instructions données par le capitaine avant un match de football amateur et qui – malgré la clarté de l'explication – est immédiatement oubliée à peine l'arbitre siffle le début de la rencontre. Sauf que Djaouad est le capitaine du FC POP. «On reviendra sur la tactique après, mais d'abord, n'oubliez pas qu'on vote bientôt. Alors, pour la baisse d'impôts de 12% dans le canton de Vaud, c'est non!»

«On reviendra sur la tactique après, mais d'abord, n'oubliez pas qu'on vote bientôt. Alors, pour la baisse d'impôts de 12% dans le canton de Vaud, c'est non!»

Crampons aux pieds et politique à la bouche, voilà un bon aperçu de qui est Djaouad Souyad. Né en 2000, d'un père algérien et d'une mère zurichoise, il grandit à Crissier. Le foot? «C'est un peu comme Obélix, je suis tombé dedans petit», sourit le capitaine. Celui qui l'a poussé dans la marmite n'est autre que son père, dont la vie a fortement influencé le jeune Vaudois. «Il était défenseur central, comme moi! Et surtout, c'est un grand footeux. Il a joué jusqu'à 60 ans avec ses amis, en seniors.» Djaouad suit ses traces et commence à jouer au FC Crissier à l'âge de 5 ans, puis évolue dans le club de sa ville pendant quatorze ans, avant de partir au FC Renens pour deux ans.

NAISSANCE D'UN MARXISTE

Et après seize années lors desquelles le foot a dicté sa vie, son autre centre d'intérêt va prendre le dessus: la politique. «J'ai été élu au Conseil communal (législatif, *ndlr*) de Crissier et j'ai commencé à prendre des responsabilités au sein du Parti ouvrier et populaire (POP). A côté de ça, je devais aussi gérer mes études d'ingénieur, alors j'ai laissé de côté le foot.» Dans cet engagement aussi, son père a eu une place décisive. «Quand on vient d'une famille mixte comme la mienne, on est tout de suite touché par les questions d'impérialisme. Très jeune, j'ai compris que les Etats-Unis représentaient un problème pour le monde. En plus, mon père était ouvrier et ma mère réceptionniste. Je remarquais bien qu'ils rentraient épuisés du boulot. J'ai vu mon père partir travailler avec une ceinture de maintien à 65 ans.» Une situation

qui le révolte et le pousse vers l'idéologie marxiste, malgré le vote PS régulier de ses parents. A la maison, c'est lui qui essaie de politiser les repas de famille. «Mes parents n'ont jamais été des militants. Ils n'étaient pas très assidus pour voter non plus, alors je les motivais, eux et mes grandes sœurs. Il faut dire qu'à 13 ans, je regardais déjà l'émission *Infrarouge!*» En évoluant dans ses études, Djaouad découvre aussi de manière très concrète les inégalités entre classes. «Plus j'avancais et moins il y avait d'autres gosses de prolos dans mes classes. C'était flagrant.»

Déjà convaincu par le communisme au gymnase, il rejoint officiellement le POP le jour de ses 18 ans – «mon propre cadeau d'anniversaire» – et il s'engage de plus en plus dans le parti. Jusqu'à accéder, en 2023, à la vice-présidence de la section vaudoise. Mais ces deux trajectoires – politique et footballistique – ne vont pas simplement se croiser. Avec l'aide de son président de parti, Luca Schalbetter, le Crissirois va les faire fusionner en créant le FC POP, conçu à l'origine comme un outil de campagne en vue des élections fédérales de 2023. Dans ce cadre, ils organisent un match

contre le Parti socialiste vaudois. «Pierre-Yves Maillard a de sacrés restes, se souvient le défenseur. Même s'il ne court plus aussi vite, balle au pied, on voyait qu'il savait jouer. Je me souviens d'une frappe lointaine qui a fait trembler la latte... et notre défense!» Score final: 2 à 2.

«LE FOOTBALL A TOUJOURS ÉTÉ POLITIQUE»

Ce premier match en appellera d'autres. Tournoi de soutien à la Palestine, match solidaire pour Cuba ou rencontre en faveur du Congo, le football est toujours une bonne occasion de mettre en avant les causes qui

sont chères à Djaouad et à ses camarades. «Le foot a toujours été politique, rappelle le militant. En Angleterre, on a rapidement vu des équipes de travailleurs émerger. Et lorsque le sport s'est développé, il a été instrumentalisé par les pouvoirs en place, à l'image de la Coupe du monde organisée par l'Italie fasciste de Mussolini en 1934. Aujourd'hui encore, dans un groupe d'ultras, la politique existe. Que ce soit à la Lazio de Rome, une tribune connue pour ses positionnements néonazis, ou à Livorno, une tribune d'extrême gauche qui a soutenu des dockers en grève.» Et l'abonné du Lausanne-Sport ne mâche pas ses mots en s'adressant à d'autres camarades: «C'est aussi en côtoyant les supporters en tribune qu'on peut faire passer notre message. J'aimerais bien voir des militants de gauche quitter certains espaces culturels lausannois et venir un peu plus souvent au stade.»

Du stade, on passe à la pelouse, où arrive un moment clé du match qui oppose le FC POP à l'Olympique vaudois. Le capitaine s'avance pour tirer un pénalty. Serein, il transforme l'essai et offre un but décisif à son équipe, qui finit par s'imposer 7 à 6. L'objectif est atteint, les rouges renouent avec la victoire. De bon augure pour Djaouad Souyad et ses coéquipiers, qui devraient officiellement inscrire leur équipe en Ligue romande dans quelques semaines. ■



Trois ans après avoir cofondé le FC POP, Djaouad Souyad a pu constater que le football est un moyen efficace pour amener certains jeunes vers la politique.

CARRÉ VERT, PASSION ROUGE

Avec le FC POP, Djaouad Souyad allie ses deux centres d'intérêt: le football et la politique. Deux mondes qui peuvent faire très bon ménage, assure le capitaine-militant.

D'ICI À 2034, UNE GRAVE PÉNURIE DE PERSONNEL VA FRAPPER LE MONDE DES SOINS



LES TRAITS TIRÉS

Vincent

«LA SOLIDARITÉ NE PEUT PAS ÊTRE UN CRIME»

DROITS HUMAINS Une pétition pour la modification de la loi sur les étrangers a été déposée à Berne. Une conférence a réuni de nombreuses personnalités dont Ruth Dreifuss.

Aline Andrey

La salle de l'Eglise réformée française de Berne est pleine en ce 15 septembre. Une soixantaine de personnes ainsi que des représentants des Eglises et d'Amnesty International ont répondu à l'appel du Mouvement jurassien de soutien aux sans-papiers et aux migrant-e-s (MJSSP), du forum civique européen et du Cercle d'amis Cornelius Koch. En attendant l'ancienne conseillère fédérale Ruth Dreifuss, en retard, Claude Braun, militant infatigable, introduit les prises de parole sur l'urgence de modifier l'article 116 de la Loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI), portant sur «l'incitation à l'entrée, à la sortie ou au séjour illégaux». Ce texte ne prévoit aucune exemption de peine, même en cas de motifs honorables. Un simple hébergement, une aide au dépôt d'une demande d'asile ou encore un soutien amical ou familial peuvent être passibles d'une amende ou jusqu'à un an de privation de liberté. Des centaines de personnes sont ainsi criminalisées chaque année en Suisse.

Avant la remise à la Chancellerie fédérale de la pétition pour l'abolition du délit de solidarité – lancée par le MJSSP en ce début d'année et munie de 11 242 signatures –, Caroline Meijers, présidente du mouvement, revient sur les événements à la source de cette mobilisation. Accusée d'incitation au séjour illégal d'un étranger, pour avoir prêté son adresse à un jeune Syrien débouté, son procès s'est tenu en juillet 2025. Si elle a été acquittée grâce, selon ses mots, à «un grand mouvement de soutien», «au travail excellent» de son avocat et à «la clairvoyance du juge», ce n'est pas le cas de toutes les personnes solidaires. Preuve en est, la sociologue Anni Lanz, présente dans le public, sanctionnée en 2020 d'une amende de 800 francs et de frais de procédure de 1400 francs pour avoir porté secours à un requérant d'asile afghan débouté.

SOUTIEN DE RUTH DREIFUSS

Ruth Dreifuss, arrivée entre-temps sur la pointe des pieds sans échapper toutefois aux applaudissements, reprend le témoin. Elle revient sur ses propres initiatives solidaires, comme lorsqu'elle



L'ancienne conseillère fédérale Ruth Dreifuss a rappelé que «la désobéissance civile non violente est toujours un acte de courage digne d'admiration».

a ramené une vingtaine de personnes kosovares, après sa visite d'un camp de réfugiés en Macédoine, prétextant auprès du Conseil fédéral que c'était «stupide» de rentrer avec un avion vide. Ou encore un passage de frontière, illégal cette fois, avec un jeune Portugais fuyant le régime de Salazar. «Mais cela n'avait rien d'aventureux», rappelle-t-elle, en invoquant les grands noms de l'histoire. «La désobéissance civile non violente est toujours un acte de courage digne d'admiration», souligne la femme de gauche, en faisant référence à Paul Grüninger et à Aimée Stitelmann, qui, pour avoir sauvé des Juifs en fuite, ont été condamnés avant d'être finalement réhabilités, mais seulement plus d'un demi-siècle plus tard. Même destin pour les quelque 800 volontaires suisses partis lors de la guerre d'Espagne soutenir le camp républicain. «Le Conseil fédéral les remercia en 1999, mais c'est seulement en 2009 qu'ils seront réhabilités, grâce à une initiative parlementaire du conseiller national Paul Rechsteiner», précise Ruth Dreifuss. Faisant encore référence à des personnes condamnées ces dernières années pour avoir soutenu des migrants, elle ajoute: «Devons-nous attendre des décennies que se manifeste enfin le remord officiel de les avoir punies pour leur délit de

solidarité, leur délit d'humanité? Non, il importe de reconnaître maintenant leur état de nécessité!»

INITIATIVE DE LISA MAZZONE

En 2018, Lisa Mazzone, alors conseillère nationale, avait lancé une initiative parlementaire pour modifier cet article 116. Elle faisait écho à la condamnation du pasteur neuchâtelois Norbert Valley qui avait hébergé quelques nuits un demandeur d'asile togolais débouté. Il sera finalement acquitté, mais l'initiative sera rejetée par la majorité de droite du Parlement en 2020. La présidente des Vert-es souligne: «Délit de solidarité. Placer ces deux mots l'un à côté de l'autre est une contradiction, et même un danger pour notre société. La solidarité ne peut pas être un crime. Cette loi criminalise et déshumanise les personnes solidaires et, avec elles, les personnes migrantes.» Alicia Giraudel, responsable des questions d'asile à Amnesty International Suisse, soulève à son tour une question fondamentale: «Voulons-nous une société qui protège ou qui punit les personnes qui aident?» Elle précise que, dans sa déclaration sur la protection des défenseurs des droits humains, l'ONU appelle les Etats à ne pas poursuivre ces personnes solidaires. Dans un rapport, Amnesty International

précise qu'en 2018, 972 personnes ont été condamnées en Suisse pour violation de l'article 116. «Pourtant, seuls 32 cas concernaient réellement des passeurs ou des personnes tirant profit de cette activité.»

LES ÉGLISES SOLIDAIRES

Esther Straub, présidente du Conseil de l'Eglise évangélique réformée du canton de Zurich, David Zaugg, responsable des questions migratoires de l'Eglise évangélique réformée de Suisse, ainsi que l'évêque catholique Beat Grögli de Saint-Gall ont aussi exprimé leur soutien à la pétition, rappelant que les Eglises ont vocation à venir en aide aux personnes migrantes en détresse. Au moment des questions du public, Anni Lanz a toutefois demandé pourquoi les Eglises ne devenaient pas de véritables refuges, car «face aux durcissements contre les sans-papiers, il faut davantage d'insoumission!» La discussion se poursuit, des pistes sont esquissées pour accompagner la pétition qui pourrait être débattue au printemps prochain au sein du Parlement. Dans un cri du cœur, Caroline Meijers conclut la discussion par des remerciements et un appel réaffirmé à la lutte: «Gardons l'espoir, car le pire n'est pas sûr!» ■



La pétition contre le délit de solidarité a été remise à la Chancellerie fédérale.

Période décisive pour la lutte contre la pauvreté

PRÉCARITÉ Près de 743 000 personnes vivaient sous le seuil de pauvreté en Suisse en 2024, soulignent les Centres sociaux protestants. Les résultats de plusieurs votations à venir seront cruciaux pour protéger les plus précaires.

Massimo Greco

Le constat des Centres sociaux protestants (CSP) de Berne-Jura, de Genève, de Neuchâtel et de Vaud est sans appel: la politique menée par la Suisse ne permet pas de faire baisser le taux de pauvreté. Et ce, malgré la progression des connaissances sur la question. Selon le premier Monitoring national de la pauvreté, publié par la Confédération fin 2025, près de 743 000 personnes vivaient sous le seuil de pauvreté en 2024, ce qui correspond à 8,4% de la population. Les chiffres de la Confédération montrent aussi que près de 1,5 million de personnes vivent juste au-dessus de ce seuil et sont donc exposées au risque de pauvreté. Les différents CSP se sont réunis à Lausanne pour inviter la population à

regarder au-delà des statistiques et à «interroger les seuils eux-mêmes». Car, selon les situations, «minimum vital» n'a pas la même signification. Les CSP demandent trois mesures pour passer du constat à l'action: la garantie effective du minimum vital, l'harmonisation et la revalorisation des minima vitaux et une meilleure mesure de la pauvreté et de la précarité.

CHOIX POLITIQUE

Surtout, les quatre Centres sociaux protestants refusent de voir le minimum vital se transformer en variable d'ajustement pour coller aux budgets austéritaires de certains cantons. D'autant que cette pratique n'est pas une fatalité. Le Gouvernement neuchâtelois, à majorité de gauche, a augmenté les forfaits prévus par la Loi sur l'action sociale malgré des budgets très serrés. A l'inverse, Genève a baissé de 50 francs le forfait d'intégration de l'aide sociale. Et si la situation n'a pas de quoi réjouir, elle pourrait carrément empirer dans les mois à venir. Plusieurs votations se tiendront prochainement et seront déterminantes dans la lutte

contre la précarité. La plus proche se déroulera dans le canton de Vaud.

«Nous le disons clairement: il sera difficile de lutter contre la pauvreté tout en allégeant la fiscalité»

Caroline Regamey, responsable politique sociale et recherche au CSP Vaud

Avec l'initiative 12%, qui vise surtout une baisse massive des impôts pour les contribuables les plus fortunés, la droite met en péril les prestations sociales assurées par le Canton. «L'initiative 12% nous inquiète, assène Caroline Regamey, responsable politique sociale et recherche au CSP Vaud. D'autant que le Conseil d'Etat vaudois a déjà annoncé vouloir faire des économies sur les subsides d'assurance maladie pour les personnes seules et les couples sans enfant. Ce sont donc les jeunes précaires qui vont trinquer. Mais nous le disons clairement: il sera difficile de lutter contre la pauvreté

tout en allégeant la fiscalité. Il s'agit de choix politiques. Dans le canton de Vaud comme au niveau national, il y a des moyens et on peut sabrer ailleurs que dans les prestations destinées aux plus pauvres, la cible la plus facile, car la plus faible.»

Une autre votation pourrait avoir lieu prochainement, cette fois-ci à l'échelle nationale. Il s'agit du référendum porté par Unia contre l'attaque des salaires minimums, qui est actuellement en cours de récolte de signatures. Il est important de noter ici qu'on retrouve aussi des travailleurs et des travailleuses parmi les personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté. Selon les chiffres de la Confédération, cette situation concerne 4,3% des personnes actives occupées, soit près de 175 000 salariés.

LES SALAIRES MINIMUMS ONT UN IMPACT

Or, un salaire minimum est une aide concrète pour ces travailleurs précaires. «Des études l'ont montré à Genève: l'introduction du salaire minimum a eu un impact positif dans la lutte contre la précarité, soulève Mathieu Crettenand, directeur du CSP

Genève. Et ce ne sont pas seulement les travailleurs et les travailleuses qui touchent le salaire minimum qui en profitent. On remarque qu'il y a toute une dynamique qui pousse les revenus vers le haut.» Une position appuyée par Caroline Regamey. «Nous soutenons la défense des salaires minimums. Même si les aides sociales et les salaires minimums relèvent de deux logiques différentes, ils sont liés, notamment dans le cas de personnes actives dont le salaire ne suffit pas pour vivre.»

En attendant le résultat des urnes, les CSP agissent déjà concrètement pour soutenir les personnes précaires et lancent une nouvelle campagne autour du message: «La précarité, on s'en sortira ensemble». Chaque année, les Centres sociaux protestants aident des milliers de personnes, juridiquement, professionnellement mais aussi financièrement. En 2025, ils sont par exemple intervenus pour des aides financières ponctuelles et urgentes à hauteur de 1,3 million de francs. ■

«L'INACTION POLITIQUE NOUS MÈNE DROIT DANS LE MUR!»

Des dizaines de milliers de manifestants pour le climat ont défilé dans les villes de Suisse à l'appel de la coalition «Pas d'étés à 50 degrés!» Notamment à Lausanne, Fribourg et Genève. Reportages.

Galerias photos et reportage intégral sur le site: evenement.ch

Aline Andrey

Il a fait très chaud à Genève et à Lausanne en ce 19 septembre 2026. Dans les deux villes, entre 16 000 et 20 000 personnes, au total, ont répondu à l'appel de la coalition «Pas d'étés à 50 degrés!». Celle-ci compte plus de 140 organisations climatiques, paysannes, syndicales, de quartier et de partis politiques de gauche... Un mouvement large qui veut faire pression sur les autorités avec 38 mesures (à lire sur: 50degres.ch). A 14h, dans la capitale vaudoise, la place de la Riponne se remplit d'une foule bigarrée intergénérationnelle brandissant de nombreuses pancartes. En introduction, quelques discours. «Nous sortons de cet été caniculaire, et il y en aura d'autres. Est-ce que les partis politiques au pouvoir, les entreprises, la place financière suisse et notre conseiller fédéral Albert Rösti mettent en place des mesures pour protéger tout le monde du réchauffement climatique?» lance un des organisateurs. «Noonnn!» hurlent en chœur les manifestantes et les manifestants.

«CACA-PIPI-TALISME»

Une deuxième intervenante souligne: «Le droit à la vie est mis en danger par l'inaction des politiques. L'adaptation de nos logements, de nos lieux de travail et des espaces publics est nécessaire. Mais cela ne suffit pas, il faut s'attaquer à la source, au système capitaliste qui pousse à toujours plus de production, d'extraction de ressources, de consommation d'énergie, de CO₂, de destruction des écosystèmes, de déchets et qui rend les riches toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres.» Une pancarte brandie résume: «Caca-pipi-talisme».

«Notre manifeste demande que le système économique soit transformé en profondeur et que l'urgence climatique soit traitée en priorité absolue au niveau politique, budgétaire, social et économique», expliquent des

représentantes de la coalition, en rappelant la capacité du gouvernement à agir pendant la pandémie de Covid-19, à mettre en place des contraintes sur l'économie, à débloquer des centaines de millions de francs pour faire face à cette crise. «Pourquoi ne prend-il pas la mesure de celle en cours? Pire, pourquoi continue-t-il à présenter des politiques d'austérité, alors que, pour l'armée, les milliards sont là? La sécurité, c'est aussi de pouvoir respirer quand il fait 40 degrés, se soigner, avoir un logement digne, pouvoir jouer et grandir dehors... Nous n'avons plus le luxe de la patience. L'inaction politique nous mène droit dans le mur!»

APPEL À LA DÉMISSION DE RÖSTI

Si des plans climatiques cantonaux ont émergé à la suite des mobilisations en 2019 des jeunes pour le climat, leur application est trop lente. Le philosophe et ancien professeur des sciences de l'environnement, Dominique Bourg, démontre l'urgence: le rythme de réchauffement de la Terre est en train de s'emballer et de prendre de l'ampleur. «On a vécu plus de cinquante jours largement au-delà des moyennes des trente dernières années dans tout l'hémisphère Nord! Jusqu'à présent les canicules étaient beaucoup plus courtes et plus localisées. Avec El Niño, les pertes de production alimentaire vont s'alourdir...» Il rappelle la forte responsabilité de la Suisse quant aux émissions de gaz à effet de serre du fait des investissements de sa place financière. Comme beaucoup d'autres manifestants, il en appelle à la démission du conseiller fédéral Albert Rösti qui a un «comportement assassin», preuve en est ses décisions anti-écologiques prises ces derniers mois.

ET 4, ET 5, ET 6 DEGRÉS...

Le slogan «On est plus chaud, plus chaud que le climat» est repris en chœur par les manifestants. «Et un, et deux, et trois degrés, c'est un crime contre l'humanité!» rappelle également

des souvenirs des manifestations de 2019. Or, aujourd'hui, le slogan se prolonge: «Et 4, et 5, et 6 degrés, c'est aussi un crime contre l'humanité!» Le cortège s'ébranle, sillonnant la ville sous un soleil estival alors que l'équinoxe est à nos portes. Sur la place du Château, les critiques fusent sur l'inaction du Conseil d'Etat vaudois pour l'application du plan climat. Les sujets abordés sont nombreux, tels qu'un moratoire sur les projets qui détruisent les terres agricoles et les forêts, comme l'extension de l'autoroute A1 à Chavannes-près-Rens ou le projet de méga-gravière dans le bois de Ballens.

Un représentant du Parti ouvrier et populaire assène: «La dépendance aux énergies fossiles, qui nous mène à l'extinction, permet d'imposer une relation de pouvoir. L'été a été dur, l'hiver pourrait s'annoncer aussi assez technique. Les crises globales et locales se multiplient... Mais les milliardaires qui dirigent l'économie du monde n'ont pas encore gagné. La mobilisation d'aujourd'hui le prouve.» «Une solution! Révolution!» et «*Siamo tutti antifascisti!*» résonnent dans les ruelles de la ville, pendant que la Fanfare militante, fidèle alliée des manifestations lausannoises, joue ses airs engagés.

Comme le rappelle l'une des organisatrices en guise de mot de la fin sur l'esplanade de Montbenon: «Cette journée marque la toute première étape de ce mouvement national qui doit continuer pour créer le rapport de force et accélérer l'action climatique pour protéger toutes les vies. On ne lâche rien!»

Une dizaine de manifestations sont encore prévues dans plusieurs villes de Suisse, notamment à Neuchâtel le 2 octobre. ■



Notre vidéo:
evenement.ch/videos



Lausanne



Lausanne

TÉMOIGNAGES

«LA MAISON BRÛLE»

MAYANE, 9 ANS ET DEMI: «Ce qui est important pour moi, c'est qu'on n'ait pas trop chaud, qu'on puisse vivre et survivre assez longtemps, qu'on puisse tous espérer un jour pouvoir faire ce qu'on veut avant de mourir. Il n'y a plus assez d'eau dans le monde, alors ce serait bien de protéger la planète. J'ai écrit sur ma pancarte: moins de pollution, plus de papillons.»

ERIC, 22 ANS: «Est-ce que les étés vont être toujours comme ça, de pire en pire? Est-ce que c'était le dernier été aussi froid qu'on n'aura jamais?»

ISABELLE, 81 ANS: «Je suis très en colère contre les gouvernements, cantonal et fédéral, c'est ça qui me fait sortir dans la rue. Ils réduisent les budgets pour la protection de la forêt, pendant que la moitié de l'Europe brûle! C'est très important de manifester, on n'est jamais assez nombreux.»

SVEN, LA CINQUANTAINE: «La maison brûle, mais on nous demande gentiment de l'entretenir ou de faire le ménage! J'ai appris que Rösti a des enfants. Ça m'a étonné. Peut-être qu'il se dit que les plus fortunés s'en sortiront mieux que les autres?» AA



Fribourg



Fribourg



Genève



Genève



Lausanne



Lausanne

De la Grève du climat à Unia, il n'y a qu'un pas

A Fribourg, les manifestants ont demandé des mesures concrètes pour faire face aux canicules à venir. Une cause qui concerne aussi les travailleurs, nous explique le secrétaire syndical Mattéo Ducrest.

Massimo Greco

La Coalition écologiste Fribourg attendait quelques dizaines de personnes à la marche organisée ce dimanche 20 septembre dans le cadre des manifestations «Pas d'étés à 50 degrés!». Départ de Guin (Düdingen) à 14h et petite balade jusqu'à l'Hôtel de Ville de Fribourg. Mais l'été caniculaire de 2026 a transformé ces dizaines de marcheurs en centaines de manifestants. Tant pis pour la balade, la Coalition établit en urgence un nouveau tracé. Rendez-vous à 16h30 à la Porte de Morat. Une dizaine de personnes sont là, puis une centaine... jusqu'à ce que le chemin du Palatinat soit bondé.

Face à la foule, Mattéo Ducrest apporte la bonne nouvelle. «Nous sommes 2000!», lance le coordinateur de la Coalition écologiste Fribourg, la voix tremblante de bonheur. Il faut dire que cette affluence ravive des souvenirs chez le jeune Fribourgeois. En 2019, alors qu'il avait 17 ans, Mattéo Ducrest était une des figures locales de la Grève pour le climat. Et comme l'écologie concerne aussi tous les travailleurs et toutes les travailleuses, c'est logiquement qu'on le retrouve à Unia Fribourg, où il est employé comme secrétaire syndical. Nous l'avons rencontré quelques minutes seulement après la démonstration de force.

Mattéo Ducrest, quel bilan tirez-vous de cette manifestation?

Ça s'est extrêmement bien passé! Il faut dire qu'on pensait d'abord être quelques dizaines, puis, au moment de changer d'itinéraire, on imaginait rassembler entre 300 et 400 personnes. Et aujourd'hui, on est 2000! Ça en fait la plus grande manifestation pour le climat depuis les grèves étudiantes de 2019-2020, qui pouvaient réunir jusqu'à 2500 personnes. On n'est vraiment pas loin de ces chiffres... Surtout, ça signifie que

cette manifestation est la plus grande rassemblement politique de l'année à Fribourg. Ça montre bien que la population fribourgeoise attend des mesures fortes en faveur du climat.

Ces mesures pourraient-elles bénéficier aux travailleuses et aux travailleurs? Evidemment! Les salariés du nettoyage, de la construction, des soins et de tant d'autres branches souffrent lorsqu'ils doivent travailler en période caniculaire. Prendre des mesures pour limiter le réchauffement, c'est aussi protéger la santé de ces employés. Au-delà d'une certaine température, ce ne devrait plus être possible d'exercer une activité en extérieur. Il faudrait donc fermer ces lieux de travail tout en indemnisant les salariés. Ça fait aussi partie des revendications d'Unia.

Ce sont des situations dont vous avez été témoins à Unia Fribourg?

Oui, nous avons été interpellés par de nombreux membres, qui demandent à ce que des actions concrètes soient mises en œuvre pour protéger leur santé. Le lien entre écologie et défense des travailleurs et des travailleuses est de plus en plus compris par tous. Unia fait d'ailleurs partie des organisations qui se sont mobilisées dans le cadre des manifestations «Pas d'étés à 50 degrés!» et j'ai croisé plusieurs collègues d'Unia Fribourg dans le cortège!

Comment passe-t-on de militant pour le climat à secrétaire syndical, comme vous l'avez fait?

L'un n'exclut pas l'autre! Et je trouve qu'il y a une certaine logique dans mon parcours. C'est important pour moi d'exercer une profession qui soit en accord avec mes valeurs et qui contribue à construire un monde

meilleur plutôt qu'à empirer la situation. Et puis, d'un point de vue très concret, en organisant des manifestations, on acquiert des compétences qui se trouvent être très utiles dans la fonction qui est la mienne aujourd'hui.

Il y a sept ans, vous faisiez partie des étudiants qui demandaient au Canton de Fribourg de prendre ses responsabilités face à la crise climatique. Aujourd'hui, où en sommes-nous?

Nous avons désormais une loi cantonale sur le climat qui fixe des objectifs – comme la réduction des gaz à effet de serre de 50% d'ici à 2030 – et un plan climat qui détermine comment réaliser ces objectifs. Selon nous, ce plan ne va pas suffisamment loin et

il doit être amélioré. Concrètement, on demande l'augmentation des moyens financiers mis à la disposition des différentes mesures prévues par le plan pour atteindre les objectifs légaux que le Canton s'est lui-même fixés. Je pense par exemple au développement des énergies renouvelables, à la rénovation thermique des bâtiments ou à l'amélioration de l'offre de transports publics. Et là, je reprends ma casquette de secrétaire syndical, mais je note également qu'il s'agit de domaines qui peuvent créer des emplois où de bonnes conditions de travail devront être garanties. Il y a un vrai intérêt à engager la transition écologique, aussi pour les salariés. ■



Mattéo Ducrest à Fribourg.

MOVENDO

L'Institut de formation des syndicats



Il reste des places pour ces cours et bien d'autres.
Toutes les informations sur www.movendo.ch

Vous n'avez pas encore pris de cours en 2026?
Voici quelques cours qui pourraient vous intéresser

Cours tout public

Prévoyance vieillesse

La retraite, ça se prépare avant!
7 et 8 décembre Chexbres, Hôtel Préalpina

Droit/Communication

Comment faire aboutir ses demandes sur son lieu de travail

16 et 17 novembre Ste-Croix, Hôtel de France

Parler en public, le débat

2 novembre Yverdon-les-Bains, Grand Hôtel

Droit des étrangers-ères: situation et perspectives

5 et 6 novembre Yverdon-les-Bains, Grand Hôtel

Services publics

Gérer les agressions dans les services publics - asa

15 et 16 octobre Morges, Hôtel La Longeraie

Nouvelles technologies

IA au quotidien

4 novembre Lausanne, Hôtel Aquatis

Mon RH est une IA! Technologies numériques et emploi

23 et 24 novembre Ste-Croix, Hôtel de France

Retrouvez nos webinaires gratuits et l'ensemble de nos cours sur www.movendo.ch

Nous nous réjouissons de vos inscriptions!
N'hésitez pas à nous contacter pour tout complément d'information.
Pour les membres des syndicats, les frais d'au moins un cours par an sont pris en charge par le syndicat d'affiliation.

Informations et inscriptions:
www.movendo.ch, téléphone 058 218 00 00, info@movendo.ch



L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL
Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. +41 21 321 14 60
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

ÉDITEUR L'Événement syndical
Syndicat Unia

PRÉSIDENTE Silvia Locatelli

RÉDACTEUR EN CHEF
Rocco Zacheo

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT
Antoine Grosjean

ADMINISTRATRICE Barbara Buffa

JOURNALISTES Rocco Zacheo, Antoine Grosjean, Aline Andrey, Massimo Greco, Manon Todesco

COLLABORATEURS RÉGULIERS

Evelyne Brun, Vincent Di Silvestro, Christophe Gallaz, Ambroise Héritier, Sonya Mermoud, David Prêtre, Jean-Claude Rennwald

PHOTOGRAPHES

Thierry Porchet, Olivier Vogelsang

RÉDACTRICE MÉDIAS EN LIGNE
Virginie Zimmerli

ABONNEMENTS 19 éditions par an
Abonnement annuel Fr. 60.-
Abonnement de soutien Fr. 100.-
administration@evenement.ch

PUBLICITÉ pub@evenement.ch

CONCEPTION & MISE EN PAGES

Atoll "îlots graphiques"
Catherine Gavin

IMPRESSION

Pressor SA, Delémont
Tirage contrôlé 44 890 exemplaires

WWW.EVENEMENT.CH

RETROUVEZ-NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX - DÉCOUVREZ NOS VIDÉOS

[FACEBOOK.COM/EVENEMENT.CH](https://facebook.com/evenement.ch)

[YOUTUBE.COM/@LEVENEMENTSYNDICAL](https://youtube.com/@levenementsyndical)

[INSTAGRAM.COM/EVENEMENT.CH](https://instagram.com/evenement.ch)

[TIKTOK.COM/@UNIA_SUISSE](https://tiktok.com/@unia_suisse)



Solidarité
syndicale

Fais un don pour des
panneaux solaires sur
l'hôpital pour enfants
El Cerro à Cuba

Des membres d'Unia installeront des panneaux solaires sur le toit d'un hôpital pédiatrique à Cuba. Notre organisation partenaire, l'Association pour l'aide médicale Centro América (AMCA), collecte les fonds nécessaires à l'installation, tandis que nos collègues participent solidairement à ce projet en effectuant bénévolement les travaux d'installation.

Envoie ton don ici:

AMCA
6512 Giubiasco
CH60 0900 0000 6500 7987 4
Référence: Energie solaire Unia



Plus
d'infos



L'UNION SYNDICALE SUISSE DEMANDE DES SALAIRES PLUS ÉLEVÉS

REVENDEICATION Pour 2027, les syndicats réclament une augmentation salariale de 2,5%, pour éviter que le pouvoir d'achat ne recule encore.

Textes Aline Andrey

«**L**es entreprises suisses ont les moyens d'accorder des hausses de salaires. Dans l'ensemble, leurs affaires vont bien.» Le bilan de David Gallusser, secrétaire central et économiste à l'Union syndicale suisse (USS), est sans appel: les chiffres d'affaires progressent et les marges restent solides. Or, les salaires réels ne suivent pas les gains de la productivité qui croît en moyenne de 1% par an. «Dans de nombreuses branches en Suisse, les travailleuses et les travailleurs ont vu leur salaire réel stagner ou reculer depuis 2016. Cette évolution est particulièrement préoccupante dans l'hôtellerie-restauration, dans la santé, dans certains secteurs de l'industrie ainsi que dans la construction et le commerce de détail. Et ce, alors même que les salariés sont toujours plus productifs, que l'on exige toujours davantage d'efforts de leur part et que la pression et le stress au travail ne cessent de s'intensifier», a dénoncé Vania Alleva, présidente d'Unia et vice-présidente de l'USS, lors d'une conférence de presse de la faïtière le 10 septembre.

FACE AU COÛT DE LA VIE

Les revalorisations accordées ces dernières années, gagnées de haute lutte par les syndicats, n'ont pas réussi à compenser le renchérissement du coût de la vie, notamment avec les augmentations incessantes des primes d'assurance maladie et des loyers. De surcroît, environ 15% des salariés continuent de toucher moins de 4500 francs par mois, et près d'un tiers des titulaires d'un CFC moins de 5000 francs. «Chez les femmes, cette proportion atteint même 40%, dénonce Vania Alleva. Dans le commerce de détail, un emploi sur quatre est faiblement rémunéré. Dans le nettoyage, c'est un emploi sur trois et, dans les branches des services à la personne (surtout la coiffure, les salons de beauté ou les blanchisseries), il s'agit même d'un emploi sur deux. Pareil pour près de la moitié des emplois de l'hôtellerie et de la restauration.» Pour l'USS, ces bas salaires ne devraient plus exister et tout employé formé devrait toucher au moins 5000 francs. D'où la demande de l'USS d'une augmentation générale des salaires de 2,5%, afin de compenser le renchérissement, atténuer la hausse des primes d'assurance maladie, mais aussi permettre aux salariés de profiter



En septembre 2024, une manifestation pour des augmentations de salaires avait été organisée par les syndicats. Le 10 septembre dernier, l'Union syndicale suisse a rappelé, lors d'une conférence de presse à Berne, ses revendications pour une meilleure répartition des richesses.

de leur part des gains de productivité et rattraper une partie du retard salarial accumulé ces dernières années. En plus des revendications générales, Unia demande l'introduction, dans toutes les conventions collectives de travail (CCT), de la compensation

automatique du renchérissement, accompagnée d'un mécanisme permettant des négociations salariales régulières au-delà de cette compensation. Ce, afin de préserver durablement le pouvoir d'achat des travailleuses et des travailleurs. ■



Notre vidéo:
evenement.ch/videos

REVENDEICATIONS D'UNIA POUR L'INDUSTRIE

Lors de la conférence de presse de l'USS, la présidente d'Unia, Vania Alleva, a souligné la force de l'industrie suisse malgré l'instabilité de la situation géopolitique et des politiques protectionnistes de certains Etats. «Les perspectives pour l'industrie d'exportation se sont améliorées en 2026 et en 2027. Bien que l'industrie des machines pâtisse encore de la vigueur du franc suisse, la transition vers les nouvelles technologies commence à porter ses fruits pour les entreprises. Dans les branches

chimique et pharmaceutique, les marges ont continué de progresser, mais les augmentations salariales de l'année dernière, accordées pour la plupart à titre individuel, sont restées en deçà des attentes», précise la présidente. Elle mentionne une reprise des commandes dans l'industrie horlogère, après une période difficile marquée par la réduction de l'horaire de travail. La productivité, elle, a continué de progresser dans l'ensemble des branches (à l'exception de l'électronique).

«Les associations patronales de l'industrie s'inquiètent de nouveau de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, tout en refusant de revaloriser les salaires, ce qui nuit à l'attrait du secteur», déplore Vania Alleva. Les revendications d'Unia s'adressent donc à toutes les branches industrielles: une augmentation de 2,5% des salaires, la compensation intégrale du renchérissement, l'indemnisation de la productivité, ainsi qu'un rattrapage des salaires, qui ont stagné ces dix dernières années. ■

CONSTRUCTION EN PLEIN BOOM

«Le second œuvre de la construction est en plein boom: au premier trimestre 2026, il comptait près de 240 000 emplois à plein temps, soit environ 2600 de plus qu'un an auparavant et plus de 15 000 de plus qu'en 2021. Les carnets de commandes sont solides et les perspectives prometteuses», indique Vania Alleva. La construction de logements et les travaux de rénovation globale et énergétique battent leur plein. Les entreprises disposent donc d'une marge de manœuvre pour augmenter les salaires, d'autant plus qu'elles font, elles aussi, face à une pénurie de personnel. Pour les branches du second œuvre, ainsi que pour les salariés de l'horticulture et du paysagisme, le syndicat réclame donc une augmentation générale de 2,5% sur les salaires réels et les salaires minimums, avec des variations possibles selon les branches. Dans le secteur principal de la construction, Unia a obtenu un mécanisme de compensation du renchérissement pour les salaires effectifs et les salaires minimums. «Parallèlement, un nouvel accord sur le remboursement des frais a été trouvé, qui se traduit par une augmentation du pouvoir d'achat d'environ 0,7%, précise la présidente d'Unia. Compte tenu de l'excellente conjoncture dans la construction, Unia exhorte les employeurs de ce secteur à accorder des revalorisations salariales réelles au-delà de ce seuil.» Dans le commerce de détail, où les salaires sont bas, une augmentation de salaire réel est nécessaire pour faire face au coût de la vie. «Concrètement, Unia demande, dans le cadre des négociations salariales avec Coop, une augmentation de 100 francs sur les salaires effectifs de tous les employés, ainsi qu'une hausse correspondante des salaires minimums et de référence», explique Vania Alleva. Dans l'hôtellerie-restauration, une nouvelle convention collective nationale (CCNT) est en cours de négociation. L'objectif est notamment d'augmenter les salaires minimums et d'introduire des primes d'ancienneté. ■

Les ménages modestes davantage sous pression

ÉCONOMIE Une récente enquête montre que les plus pauvres ont de plus en plus de mal à faire face à leurs dépenses, notamment à cause des hausses des primes d'assurance maladie.

Manon Todesco

L'écart entre les ménages riches et pauvres se creuse en Suisse. C'est ce que révèle une enquête réalisée en juillet 2026 pour Comparis auprès de 1040 personnes. Si environ les trois quarts de la population jugent leur situation financière globalement suffisante, les ménages à faibles revenus sont nettement sous pression. Et pour ces derniers, la situation empire. En effet, parmi les personnes vivant dans un ménage disposant de moins de 4000 francs brut par mois, 41% estiment que leur situation financière s'est détériorée au cours des douze derniers mois. Cette proportion tombe à 24% pour les revenus compris entre

4000 et 8000 francs et à 18% au-delà de 8000 francs. La hausse des primes d'assurance maladie est l'une des principales causes citées pour expliquer cette dégradation. Bien que près des deux tiers des ménages aux revenus les plus faibles bénéficient d'une réduction individuelle de primes, son poids pèse encore lourd dans le budget. Seuls 37% des ménages disposant de moins de 4000 francs par mois déclarent pouvoir intégrer leurs primes à leur budget sans difficulté. Chez les ménages gagnant plus de 8000 francs, 86% disent pouvoir les assumer sans difficulté. «La réduction des primes profite à de nombreux ménages à faible revenu, mais pas encore à tous. Il faut combler ce fossé», commente Michael Kuhn, expert Argent Comparis. «Pour atténuer légèrement cette situation, on pourrait au moins accorder automatiquement à toutes les personnes éligibles une réduction de prime suffisamment élevée. Aujourd'hui, selon le canton, les personnes concernées

doivent elles-mêmes entreprendre les démarches nécessaires. Il serait également avantageux de simplifier l'accès aux informations financières et aux possibilités de comparaison.» Les écarts apparaissent aussi dans la capacité à épargner. Un tiers des personnes aux revenus les plus faibles déclare avoir rarement ou jamais suffisamment d'argent pour en mettre de côté. Chez les personnes gagnant plus de 8000 francs, les deux tiers parviennent à épargner et près de la moitié investissent une partie de leur argent. Ils ne sont que 7% dans ce cas parmi les ménages aux revenus modestes. Quant aux perspectives d'avenir, près de 40% des personnes gagnant moins de 4000 francs pensent que leur situation financière se sera encore détériorée d'ici à 2031. Elles ne sont que 15% parmi les revenus supérieurs à 8000 francs à partager cette crainte. ■

BRÈVE

ZIMMER BIOMET SABRE DANS SON PERSONNEL

L'entreprise de technologie médicale américaine Zimmer Biomet prévoit de supprimer 580 des 730 emplois actuels à Winterthur dans les deux ans à venir. La majeure partie des emplois se verra délocalisée. Un choc pour les employés, présents depuis des années, voire des décennies pour certains. Pour Unia, qui a réagi par voie de presse, il est clairement «inacceptable que les employés et la Ville de Winterthur fassent les frais de l'enrichissement d'actionnaires anonymes d'un groupe multinational». Le syndicat, qui participe à la procédure de consultation, ne lâchera rien. «Il s'agit en premier lieu de faire en sorte que toutes les possibilités de préserver des emplois soient exploitées. On ne peut pas accepter sans broncher une suppression d'emplois massive au sein d'une entreprise industrielle de longue tradition.» Unia reproche à Zimmer Biomet

d'avoir consacré depuis 2022 près de 3 milliards de dollars américains à des dividendes et des rachats d'actions, soit plus que les bénéfices cumulés sur la même période. «Autant de moyens qui auraient été mieux investis dans le personnel, l'innovation, les capacités de production, la recherche médicale ou l'amélioration des conditions de travail», estime Unia. Un nouveau coup dur pour la place industrielle locale, qui a récemment vu Burckhardt Compression annoncer la suppression d'environ 150 emplois. Pour Unia, cela révèle une évolution préoccupante: «Les bonnes places de travail industrielles qualifiées sont de plus en plus menacées. La perte de tels emplois ne représente pas seulement un malheur pour les personnes directement concernées, c'est aussi une perte de savoir-faire, d'expérience et de valeur ajoutée industrielle pour la région.» ■ **MT**

LES SYNDICATS UKRAINIENS VEULENT JOUER UN RÔLE DANS LA RECONSTRUCTION

GUERRE Le dialogue social doit être au cœur du processus et la voix des travailleurs prise en compte, estiment leurs représentants, réunis à Kiev début septembre.

Manon Todesco

La guerre en Ukraine est toujours en cours et les enjeux de la reconstruction sont déjà énormes. Des infrastructures qui assuraient plus de la moitié de la production d'énergie ont été détruites, tout comme un million de foyers, 250 000 kilomètres de routes, 1200 hôpitaux et 3600 écoles du pays. Des dégâts dont les coûts dépasseront sans doute les 600 milliards de dollars, soit trois fois le PIB de l'Ukraine d'avant-guerre.

Dans ce contexte, et lors d'une réunion à Kiev le 3 septembre dernier, les syndicats ukrainiens ont affirmé leur détermination à jouer un rôle dans la remise sur pied du pays. Quatorze organisations affiliées à IndustriALL ainsi que des représentants de l'Organisation internationale du travail (OIT) étaient présents lors de cette réunion hybride, organisée dans le cadre d'un projet financé par Union to Union. Les participants ont répété l'importance d'associer les travailleuses et les travailleurs aux décisions qui façonneront l'Ukraine d'après-guerre.

«Notre plus grand souhait est que la guerre prenne fin et que la reconstruction puisse débiter», a déclaré Atle Hoie, secrétaire général d'IndustriALL, à distance, alors que des alertes aux raids aériens survenaient durant les échanges et qu'une grève nocturne se déroulait dans un entrepôt pharmaceutique. «Nous savons à quel point il est difficile de penser à la reconstruction lorsque l'on se bat pour sa vie et celle des membres de sa famille.»

EXCLUS DU PROCESSUS

Pour les syndicats, la reconstruction ne pourra être uniquement économique: elle devra aussi s'appuyer sur le dialogue social et la négociation

collective. Ce qui n'est visiblement pas le cas aujourd'hui...

Le Conseil économique et social tripartite national ukrainien ne s'est pas réuni depuis 2017, dénonce IndustriALL dans un communiqué de presse. Un nouveau projet de Code du travail est en cours d'élaboration, mais les syndicats n'ont pas voix au chapitre. «Nous nous attendions à ce que le gouvernement nous consulte avant la publication de ce projet, réagit Mykhailo Volynets, du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine. Cela n'a pas été le cas. Une fois de plus, cela indique qu'il n'y a pas de véritable dialogue social en Ukraine.»

Les syndicats accusent les employeurs de dissimuler des informations et d'ignorer les accords signés, sans parler de certains secteurs qui n'ont plus d'organisme patronal avec qui négocier. «Dans les secteurs minier et métallurgique, les frappes russes sur les principales usines se sont conjuguées à une nouvelle taxe européenne sur les émissions de carbone à la frontière et à des quotas d'importation d'acier. Seule une poignée d'entreprises fonctionne encore à un niveau proche de sa capacité maximale», explique Bogdan Overkovskiy, syndicaliste du secteur.

BILAN HUMAIN CATASTROPHIQUE

Au cours du premier semestre 2026, six travailleuses et travailleurs ont été tués et trente-six ont été blessés au travail lors de bombardements. «Nous devons réorganiser notre coopération avec les employeurs afin de créer des conditions plus sûres en cas d'attaques de missiles et de drones», a proposé l'un des syndicats présents. Les arriérés de salaires ont, quant à eux, dépassé l'équivalent de 1,5 million de francs suisses dans plusieurs entreprises, dont la raffinerie de pétrole d'Odessa.



DMYTRO FALKOVSKIY

Les syndicats ukrainiens entendent bien peser dans la reconstruction de leur pays, estimée à plus de 600 milliards de dollars.

Il est par ailleurs souvent impossible de négocier de nouveaux accords en vertu de la loi martiale, qui contraint les syndicats à prolonger les accords existants.

REVENDECTIONS POUR L'AVENIR

Pour 2027, les syndicats ukrainiens réclament la relance du Conseil tripartite

national et de structures similaires dans les secteurs d'activité. Ils veulent également renforcer la négociation collective, inclure l'égalité entre les sexes aux discussions – car de plus en plus de femmes intègrent des secteurs de l'industrie lourde – et mieux faire respecter les droits humains dans les entreprises

internationales présentes en Ukraine. «Le dialogue social n'est pas seulement un outil pour le marché du travail, conclut Kemal Özkan, secrétaire général adjoint d'IndustriALL. C'est également un élément important de la démocratie et de la bonne gouvernance.» ■

CHRONIQUE

GRANDE-BRETAGNE: L'ÈRE THATCHER EST-ELLE RÉVOLUE?

Roland Erne

Depuis la victoire électorale de Margaret Thatcher en 1979, tous les gouvernements britanniques ont appliqué des mesures néolibérales en matière de service public, y compris les gouvernements du «New Labour» de Tony Blair et de Gordon Brown. Ce n'est qu'en Irlande du Nord et en Ecosse que le service public est resté en partie entre les mains de l'Etat. Cela pourrait désormais changer. Le nouveau chef du gouvernement travailliste, Andy Burnham, souhaite renforcer le service public en Angleterre. Ainsi, la compagnie des eaux Thames Water, menacée de faillite, devrait par exemple être renationalisée.

Catastrophe dans le secteur de l'eau. La privatisation des chemins de fer, des transports en commun, de l'énergie et de l'approvisionnement en eau a conduit à une catastrophe. Les investisseurs privés dans ces domaines étaient avant tout intéressés par des profits rapides et non par le service public. C'est pourquoi Burnham a déclaré dans le journal britannique *The Guardian* que «des milliards et des milliards ont été retirés du secteur de l'eau sans que cet argent soit réinvesti dans les infrastructures». Il en a été de même pour les chemins de fer et le secteur de l'énergie. «Nous avons laissé [...] un petit groupe de personnes gagner beaucoup d'argent grâce à ces services, tandis que la grande majorité devait payer de plus en plus cher pour un service de plus en plus médiocre.» Cette autocritique est remarquable, d'autant plus que Burnham avait soutenu la ligne du New Labour de ses

mentors Blair et Brown. La question de savoir s'il y aura effectivement une nationalisation de Thames Water reste ouverte. Les capitalistes concernés s'opposent à leur expropriation. L'un d'entre eux est Paul Singer, multimilliardaire et gestionnaire de fonds spéculatifs notoire, qui a également financé la campagne électorale de Donald Trump.

Le désastre des primes. Les créanciers, qui dirigent Thames Water à titre provisoire, exigent des indemnités de 109 milliards de francs si le gouvernement Burnham nationalise le groupe. Sur le plan juridique, cette exigence est difficilement applicable, car le droit anglais ne prévoit aucune indemnisation de l'Etat pour les créanciers d'entreprises en faillite. Sur le plan politique, les groupes capitalistes d'importance systémique ont toutefois bien des atouts en main. Tout comme de nombreux gouvernements qui se sont vus contraints de sauver leurs banques d'importance systémique pour éviter un blocage des flux financiers, Burnham ne pourrait guère risquer une interruption de l'approvisionnement en eau pour des millions de personnes – tel est le calcul politique des capitalistes de Thames Water. C'est pourquoi ils exigent des milliards supplémentaires de la part de l'Etat ainsi que le report d'une amende de plusieurs milliards infligée par l'Etat pour le rejet illégal d'eaux usées, afin d'empêcher la faillite de Thames Water. Malgré tout, et malgré les coupures d'eau régulières subies par des dizaines de milliers de personnes, Thames Water continue de verser des primes de plusieurs millions à ses cadres supérieurs.

Catastrophe ferroviaire. L'avenir nous dira comment Burnham réagira au chantage exercé par les capitalistes des fonds spéculatifs de Thames Water. Peut-être que sa version du contrôle public ne diffèrera finalement guère des solutions apportées à la débâcle de la privatisation de chemins de fer par son prédécesseur impopulaire, Keir Starmer. Grâce à ce dernier, tous les chemins de fer anglais seront exploités à partir de 2027 par une nouvelle société ferroviaire publique. Pourtant, la décision de Starmer en faveur d'un contrôle public accru dans le secteur ferroviaire ne causera guère de nuits blanches aux capitalistes concernés. L'Etat étant propriétaire de la nouvelle Great British Railways, les voyageurs pourront à l'avenir tenir l'Etat pour responsable de tous les problèmes.

Malgré tout, les capitalistes ferroviaires continueront à prélever des bénéfices sur le secteur ferroviaire, car le matériel roulant restera entre des mains privées. C'est pourquoi la vie en Angleterre de ces patrons pourrait même devenir plus facile à l'avenir. Au lieu de devoir s'occuper de la gestion complexe du réseau ferroviaire, ils pourront se concentrer – depuis des paradis fiscaux internationaux – sur l'envoi de factures à Great British Railways pour la location de «leurs» locomotives et wagons. Si Burnham, chez Thames Water, suit la version de contrôle public proposée par Starmer, sa popularité ne tardera pas, elle aussi, à s'effriter. ■

BRÈVE

L'IRAN ACCUSÉ DE CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ

Quatre ans après le soulèvement «Femme, Vie, Liberté», Amnesty International accuse les autorités iraniennes d'avoir commis des crimes contre l'humanité pour écraser les manifestations déclenchées par la mort en détention de Jina Mahsa Amini. Dans un nouveau rapport de plus de mille pages, l'organisation documente des meurtres, actes de torture, disparitions forcées, viols, emprisonnements arbitraires et autres persécutions.

Quatre-vingt-sept responsables présumés sont identifiés au sein de la chaîne de commandement, notamment des hauts responsables du Corps des gardiens de la révolution islamique, de la police et du Ministère de l'intérieur. Parmi eux, on retrouve notamment l'ancien guide suprême Ali Khamenei. Amnesty International estime que ces responsables, «restés à l'abri de la justice en Iran» et pour certains même promus depuis les crimes commis, doivent faire l'objet d'enquêtes pénales.

Les recherches, fondées sur plus de 270 entretiens, l'analyse de plus de 2000 vidéos et de nombreux documents officiels et judiciaires, recensent 377 manifestants et passants tués, dont 56 enfants. Le 30 septembre 2022, le «Vendredi sanglant» de Zahedan avait, à lui seul, fait 87 morts. Pour l'ONG, l'impunité demeure institutionnalisée: les autorités iraniennes n'ont reconnu aucune responsabilité et plusieurs des bourreaux identifiés occupent toujours des fonctions leur permettant d'ordonner de nouvelles violences.

«L'assemblée générale des Nations Unies doit créer un mécanisme international de justice pénale afin que les principaux responsables rendent enfin des comptes», a déclaré Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International. Elle appelle également les Etats au renvoi de la situation en Iran devant la Cour pénale internationale. ■ **MT**

PRISON

Les détenus sont-ils des travailleurs comme les autres? Une experte nous répond.

PAGE 11



TRADITION

Les bénévoles de la Filature de l'Avançon ont une mission: valoriser la laine.

PAGE 13



PAUSE CAFÉ

Laurent Giauque, un retraité qui se mobilise pour la prochaine génération de travailleurs.

PAGE 14

BOULANGERIE HÉBERT: UNIA HAUSSE LE TON

CONFLIT Le patron n'ayant toujours pas versé les salaires impayés, des employés soutenus par le syndicat sont allés protester devant sa nouvelle boutique. Témoignages.

Textes Manon Todesco

C'est en chanson que les anciens employés de la boulangerie Hébert, accompagnés par Unia, se sont rendus devant la nouvelle boutique de leur ex-patron, à La Chaux-de-Fonds, le 17 septembre. Les paroles ont été écrites pour l'occasion, sur fond de musique métal. «Boulangerie Hébert, où sont nos salaires? Nous sommes en colère, et pas prêts de nous taire. Cessez vos promesses et votre attitude malhonnête!» Le ton est donné. Le dossier n'est pas nouveau, mais depuis juillet, rien n'a vraiment bougé. Pour rappel, M. Hébert avait été épinglé par Unia, car il avait arrêté de verser les salaires à ses employés en juin. Sa boulangerie avait été fermée par le Service cantonal de la consommation et des affaires vétérinaires et, alors qu'il invoquait des problèmes de trésorerie qu'il mettait sur le dos de son administratrice, il a rouvert de nouveaux locaux il y a quelques semaines. «Il nous avait demandé d'être patients et promis qu'il payerait l'intégralité des salaires au mois de juillet, s'indigne Benjamin

Plüss, secrétaire syndical chez Unia Neuchâtel. Il a versé 555 francs à chaque employé, et depuis, plus de nouvelles. Un salaire n'est pas une faveur mais un droit. Quant aux fausses promesses, elles ne remplissent pas le frigo.»

DÉFAUT DE COTISATIONS SOCIALES

Le patron fait une brève apparition, mais préfère chasser les manifestants plutôt que trouver une solution. «Il assure à la police qu'il a récemment fait un paiement de 4000 francs au total, mais personne n'en a vu la couleur, fulmine le syndicaliste, qui perd patience. On a assez attendu, les dossiers ont été transférés à notre service juridique et c'est le tribunal qui va s'en saisir.» Il semblerait que l'ardoise soit encore plus lourde que prévu. «Beaucoup d'éléments indiquent que les cotisations sociales n'ont pas été versées depuis plusieurs mois, poursuit-il. Là aussi, qui va payer? C'est encore la collectivité qui va passer à la caisse! On ne peut pas continuer à laisser cette entreprise tourner sans respecter ses obligations.» ■



Sans salaire depuis le mois de mai, les employés qui ont manifesté devant la boulangerie ont tous démissionné et sont prêts à se battre jusqu'au bout pour récupérer ce qui leur est dû.

70 heures de travail par semaine et plus de 10 000 francs impayés

Marc* est remonté. Il a travaillé comme boulanger-pâtissier pendant dix mois chez Hébert. «J'étais seul au laboratoire, je faisais tout. Sur mon contrat, j'étais censé travailler 42 heures par semaine, mais j'en faisais 70, sans récupérer ni être payé plus. Sans parler de l'hygiène qui était plus que douteuse. J'avais honte de travailler là-dedans et de servir ça aux clients. Quand il a arrêté de nous payer, c'était le coup de

grâce, j'ai démissionné sur-le-champ.» D'après ses calculs, son ex-patron lui doit entre 10 000 et 14 000 francs. Lucinda aussi a touché son vrai dernier salaire au mois de mai. M. Hébert lui doit au bas mot 6000 francs. Sans oublier les allocations familiales qu'il a perçues, mais ne lui a pas versées... «Avant cela, j'avais déjà dû réclamer plusieurs fois ma paie, car il était en retard. J'ai fait tout ce que je pouvais pour exiger ce qui me revenait de droit,

en vain. J'ai retrouvé du travail ailleurs et je suis partie. C'est un soulagement, car l'ambiance de travail était malsaine. Il nous culpabilisait énormément et il racontait beaucoup de mensonges!» C'est très émue que Christelle témoigne à son tour. Elle a été la secrétaire de l'entreprise pendant trois ans et a donc été tenue responsable de

toute cette situation par son ancien patron. «J'ai été arrêtée au mois de mai et il n'a pas apprécié. Je n'ai pas été payée. J'ai fini par démissionner en juillet et je vais aller aux Prud'hommes.» Christelle n'a toujours pas retrouvé d'emploi, mais une chose est sûre, elle ne retournera pas en boulangerie. «J'ai trois mois de loyer en retard et des

rappels de factures qui s'accumulent.» Psychologiquement, c'est aussi un coup dur. «Il me disait que tout était de ma faute, que je faisais mal mon travail. J'ai été mise sous antidépresseurs. Aujourd'hui, je n'ai plus rien à cacher.» ■

* Prénom d'emprunt.

Une semaine de vacances gagnée pour les salariés de Prayon

INDUSTRIE L'entreprise spécialisée dans la chimie du phosphore, située à Bex, a signé une nouvelle Convention collective de travail avec Unia. Tous les travailleurs bénéficient désormais de cinq semaines de vacances.

Textes Massimo Greco

Pour quelqu'un qui n'est pas du métier, difficile de comprendre l'activité qui se déroule sur le site de production de Prayon Switzerland SA, à Bex. La société produit de l'acide phosphorique de grade électronique et de l'hypophosphite de sodium. Ces termes vous semblent obscurs? Ne vous inquiétez pas, c'est normal. Ce qui est beaucoup plus facile à comprendre en revanche, ce sont les avantages apportés par la nouvelle Convention collective de travail (CCT) signée entre Prayon Switzerland SA, la commission du personnel et le syndicat Unia. Avec comme mesure phare, le passage à cinq semaines de vacances pour tous les salariés de la boîte. Une mise à jour qui s'imposait,

déjà parce que l'ancienne CCT datait de 2014 et ensuite parce que, depuis 2023, l'entreprise a changé de maison-mère (la société se nommait auparavant Febex et appartenait à un groupe français, *ndlr*) en rejoignant le groupe belge Prayon. Plus qu'une simple actualisation, c'est un véritable travail de fond qui a été réalisé à partir de la convention existante. L'entreprise active dans la chimie du phosphore emploie une cinquantaine de personnes à Bex. Cette nouvelle CCT satisfait autant leurs intérêts que ceux de l'entreprise. En effet, dans la région, de nombreux employeurs proposent déjà cinq semaines de vacances. Cette mesure permet à Prayon Switzerland SA de rester attractif et aux salariés de bénéficier de meilleures conditions de travail.

«ESPRIT DE PARTENARIAT»

Nicole Vassalli, responsable du secteur industrie à Unia Vaud, souligne la bonne coopération qui a régné lors des échanges dans ce dossier. «L'objectif d'une CCT est d'améliorer les conditions de travail des salariés et nous y sommes parvenus dans un esprit de partenariat et de respect. Même si nous n'étions pas toujours d'accord lors des négociations, chacun écoutait l'autre.» Outre la semaine supplémentaire de vacances, d'autres avancées positives ont été obtenues pour les travailleurs. «Nous avons introduit un congé maternité plus important, ainsi qu'un congé pour l'autre parent, plus en phase avec notre époque», explique Nicole Vassalli. La plupart du temps, les conventions collectives ne mentionnent qu'un seul salaire

minimum. Ce n'est pas le cas à Prayon Switzerland SA. «Nous avons défini une échelle de salaires qui prend en compte l'âge et l'ancienneté dans l'entreprise, ce qui est rare, se réjouit la secrétaire syndicale. Cela montre que l'expérience des travailleurs est valorisée par la partie patronale.» Des articles ont également été ajoutés pour protéger les salariés face à des cas de harcèlement sexuel ou moral. La Convention collective de travail signée cet été après plusieurs mois de négociations va donc dans le bon sens pour les collaborateurs. Elle entre en vigueur de manière rétroactive dès le 1^{er} janvier 2026 et s'étend jusqu'au 31 décembre 2028, soit pour une durée de trois ans. ■

QUE FAIT PRAYON SWITZERLAND SA?

L'entreprise fait partie depuis 2023 du groupe belge Prayon, qui compte près de 1500 collaborateurs dans le monde et des usines en Amérique du Nord, en Europe et en Afrique. Sur le site de Bex, deux substances sont produites: l'acide phosphorique et l'hypophosphite de sodium. Le premier est un décapant liquide hyperpur utilisé dans le nettoyage des puces électroniques. Le second sert à la production des disques durs. ■

À VOS CRAYONS

LIPIDE SANGUIN AU LARGE DU LIBAN	C'EST PAS OBLIGE MONNAIE CHINOISE	CONSERVATEUR QUE DALLE	UN JARDIN POUR DEUX	CIRCULE À VENISE	PÉNÉTRANT RÉGLE DE VIE	ÇA FAIT MAL	BANNISSEMENT
			BOUFFONNERIE ATTACHE				
BIEN ÉQUIPÉ BLESSURE				REFUS CERTAINE MOELLE		ANCIENNE RELATION	
		JAMAIS SORTIE BAVARDENT				PRÉNOM MASCULIN	
EXPRESSION DU PROBLÈME			ARROSE TURIN SORTIE DE GONG	PAS EN FORME	AVANT NOUS PAYS EUROPEEN		
	FAIT L'IMPASSE	CARIBÉEN TEMPS D'ATTENTE					BOIS DU LAIT
RIGIDE SUSPENDUES			DÉTRUIT				
			DANS LA GAMME	ESPACE DE JEUX COTÉE EN BOURSE			
PLAT À TARTINER RÉCIPIENT				LA TURQUIE EN LIGNE	AFFLUENT DE LA GARONNE CONJONCTION		
		TRANCHE DE VIE	QUI SERT À TRAVAILLER LA TERRE				
JUSTIFIÉ				MOUVEMENTS DE FOULE			

© FORTISSIMOTS.COM

FACILE

4		8	1			3	
	6		4			5	7
	3		6		2		1
		6		2	9	1	
3	5						2
		7	5	6		9	
	8		3		7		5
7		2			4		8
		3			6	4	
							1

DIFFICILE

8	7		4		2		6	3
				3				
	2						1	
		9	5		4	8		
1								2
		5	9		3	6		
	3						4	
				7				
6	5		3		8		2	9

RÉSULTATS

S	E	N	R	E	W	I	L	I	G	E	T
E	R	I	O	L	V	R	V	N	V	L	O
L	O	T	S	E	L	E	T	T	I	R	
E	D	V	L	S	I	W	S	E	A	E	T
L	I	N	V	E	N	V	N	D	N	E	L
S	I	V	T	T	I	N	V	N	S	O	
T	I	R	O	D	E	C	O	N	O	N	E
I	E	L	I	D	E	N	I	E	I	V	T
X	E	N	O	N	E	T	T	I	L	N	O
E	I	R	E	T	O	H	D	E	R	A	H
A	R	G	E	S	O	C					

6	2	1	8	7	3	2	5	9
9	5	3	6	2	2	8	1	7
8	7	2	5	9	1	2	3	6
7	2	9	3	1	6	5	8	2
2	6	5	9	8	2	3	7	1
1	3	8	7	2	5	6	9	2
5	1	7	2	6	8	9	2	3
2	8	2	1	3	9	7	6	5
3	9	6	2	5	7	1	7	8

DIFFICILE

1	2	7	9	8	2	3	6	5
3	8	9	7	5	6	2	1	2
6	5	2	2	1	3	7	8	9
8	7	6	3	9	5	2	2	1
9	2	2	1	7	8	6	5	3
5	3	1	6	2	2	9	7	8
7	1	8	2	2	9	5	3	6
2	6	5	8	3	7	1	7	2
2	3	6	5	9	6	1	8	7

FACILE

AGENDA UNIA

BIENNE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Bienne: lundi à jeudi, 14h-17h30.
Permanence téléphonique 032 329 33 33: lundi à jeudi, 9h-11h30 et 13h30-17h30. Vendredi 9h-11h30.
Granges-Longeau: pour connaître les heures d'ouverture, merci d'appeler le 032 653 01 11.
Lyss: le guichet est fermé. Une permanence téléphonique est ouverte au 032 329 33 33. Autres informations sur bienne-soleure.unia.ch

FRIBOURG

PERMANENCES

La permanence est ouverte par téléphone au 026 347 31 31 et par e-mail à fribourg@unia.ch. En cas de nécessité, un rendez-vous avec une ou un secrétaire syndical peut être fixé par téléphone. Les plages de temps encore disponibles sont fournies lors de l'appel téléphonique. Les entretiens ont lieu à Bulle ou à Fribourg.

CAISSE DE CHÔMAGE

Bulle, rue de Vuippens 29.

Fribourg, rte des Arsenaux 15.

Lundi à jeudi, 8h30-11h30 et 13h30-16h30; vendredi, 8h30-11h30.

BULLE - CHALET DE L'ENTRAIDE DE MONTBARRY-LE PÂQUIER

Locations: Veuillez vous adresser à Mme Ariane Zürcher, route de la Parqueterie 2, La Tour-de-Trême, 076 605 71 41, ariane.zurcher@live.fr

GENÈVE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Lundi, 14h-18h; mardi, jeudi et vendredi, 9h-12h et 14h-18h. Les permanences restent sur rendez-vous (à fixer au guichet ou par téléphone au numéro ci-dessous). Les adhésions pouvant être réalisées à nos guichets, nous invitons les personnes qui ne sont pas membres et qui souhaitent un conseil à se présenter dans nos locaux. Permanence téléphonique: mardi à vendredi, 9h-12h et 14h-18h, au 0848 949 120.

CAISSE DE CHÔMAGE

Rue des Gares 12. Lundi, 13h30-17h; mardi à vendredi, 9h-12h et 13h30-17h; vendredi, fermeture à 16h. **Envois des formulaires U1:** geneve.pdu1@unia.ch

GROUPE DES RETRAITÉS

Comité des retraités

Les réunions ouvertes à tous les membres ont lieu tous les 2^e mardis du mois de 10h à 13h, dans les locaux du syndicat, 5, ch. Surinam.

NEUCHÂTEL

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel

Permanences syndicales: lundi, mercredi et jeudi, 15h-18h.

Ouverture des secrétariats: lundi à jeudi, 10h-12h et 15h-18h.

Fleurier

Permanences syndicales: un jeudi sur deux, 15h-18h (jours affichés sur la porte du secrétariat).

Ouverture du secrétariat: mardi, 9h-11h30 et 14h-17h.

Le Locle

Pas de permanence syndicale.

Ouverture du secrétariat: jeudi, 9h-11h30 et 14h-17h.

Permanence téléphonique pour toute la région au 0848 20 30 90: lundi à vendredi, 10h-12h et lundi à jeudi, 14h-18h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Fleurier, place de la Gare 3.
Mardi, 9h-11h30 et 14h-17h.

Chaux-de-Fonds, av. Léopold Robert 67. Lundi, mardi et jeudi, 9h-11h30 et 14h-17h; mercredi, 14h-17h; vendredi 9h-11h30.

Le Locle, Crêt Vaillant 19.

Lundi, mardi et jeudi, 9h-11h30.

Neuchâtel, avenue de la Gare 3.

Lundi, mardi et jeudi, 9h-11h30 et 14h-17h; mercredi, 14h-17h; vendredi 9h-11h30.

TRANSJURANE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Secrétariat de Delémont

Téléphone: lundi à jeudi, 9h-11h30 et 13h30-17h30; vendredi, 9h-11h30, au 0848 421 600.

Delémont, rue de la Jeunesse 2.
Lundi à jeudi, 9h-11h30 et 13h30-17h30.

Porrentruy, rue du Temple 2.
Lundi, 13h30-17h30.

Saint-Imier, rue Francillon 20.
Mardi, 13h30-17h30.

Tavannes, rue du Quai 20.
Jeudi, 13h30-17h30.

CAISSE DE CHÔMAGE

Delémont, place de la Gare 11.
Lundi et jeudi, 13h30-16h; mardi et vendredi, 9h-11h30; mercredi, 9h-11h30 et 13h30-16h.

Moutier, rue Centrale 11.
Lundi, 9h-11h30; mercredi, 13h30-16h.

Porrentruy, rue des Baïches 18.
Lundi, 13h30-17h30; jeudi, 9h-11h30.

Saint-Imier, rue Francillon 20.
Mardi, 13h30-17h30; jeudi, 9h-11h30.

Tavannes, rue du Quai 20. Lundi et mardi, 9h-11h30 et 13h30-16h; mercredi et vendredi, 9h-11h30; jeudi, 9h-11h30 et 13h30-17h30.

VALAIS

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Téléphone: 027 602 60 00, 8h30-11h30 et 14h-16h30.

Ouverture des guichets:

lundi, mercredi et vendredi.

Sion, Sierre, Martigny, Monthey: 9h-11h30.

Permanences du soir

Sierre: lundi, 17h-19h.

Monthey: mardi, 17h-19h.

Sion: jeudi, 17h-19h.

Martigny: jeudi, 17h-19h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Martigny, rue du Léman 19.

Monthey, avenue de la Gare 28.

Sierre, rue du Temple 3.

Sion, place du Midi 21.

Lundi, mardi, jeudi et vendredi, 8h30-11h30 et 14h-16h30; mercredi, 8h30-11h30.

VAUD

HORAIRES TÉLÉPHONIQUES:

Vous pouvez contacter les secrétariats au 0848 606 606 ou au 0041 848 606 606 depuis la France.

Lundi, mardi et jeudi, 9h-12h et 14h-17h; mercredi, 9h-12h; vendredi, 9h-12h et 14h-16h.

Permanences administratives et syndicales sans rendez-vous:

Aigle, route de la Zima 2.

Lundi, 14h30-18h30.

Lausanne, place de la Riponne 4.

Lundi, mardi et jeudi, 9h-12h et 13h30-18h; samedi, 9h-11h.

Le Sentier, Grand Rue 44.

Mardi et jeudi, 9h-12h et 14h-18h.

Morges, Grand-Rue 73-75 (2^e étage).
Lundi, 16h-18h30.

Nyon, rue de la Morâche 3.

Mardi et jeudi, 9h-12h et 13h30-18h.

Payerne, rue du Simplon 1. Lundi, 16h-18h30.

Vevey, rue Haldimand 23.

Mardi et jeudi, 9h-12h et 13h30-18h.

Yverdon, avenue Paul-Cérésol 24.

Mardi et jeudi, 9h-12h et 13h30-18h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Aigle, rte de la Zima 2.

Vevey, av. Paul-Cérésol 24.

Lausanne, pl. Chauderon 5.

Nyon, rue de la Morâche 3.

Crissier, av. des Alpes 51.

Yverdon, av. Haldimand 23.

Payerne, rue Guillermaux 1.

Morges, Grand Rue 73-75.

Lundi, mardi, jeudi et vendredi, 9h-11h30 et 14h-16h30; mercredi, 9h-11h30.

SUISSE ROMANDE

PERMANENCE TÉLÉPHONIQUE
CAISSE DE CHÔMAGE: 058 332 11 32

Lundi, mardi et jeudi, 8h-12h et 13h30-17h; mercredi, 8h-12h; vendredi, 8h-12h et 13h30-16h.

Contact pour l'envoi des documents:
caissechomage.unia.ch

SERVICES PUBLICS EN SOLDES



En vue de la votation vaudoise du 27 septembre sur l'initiative 12%, qui vise à réduire d'autant les impôts, les opposants ont mené une action dans plusieurs lieux. Le but: montrer quels services publics ils estiment être menacés par des baisses de budget dans le cas où l'initiative serait acceptée par la population. Ici, le 15 septembre, devant la gare de Lausanne.

BRÈVES

Sunrise dans la tourmente

L'opérateur téléphonique Sunrise enchaîne depuis plusieurs mois les plans de restructuration. En début d'année déjà, l'entreprise licencierait 150 collaboratrices et collaborateurs. Le 21 septembre, une nouvelle salve a été annoncée, plus drastique, qui touche 450 postes en équivalent plein temps. Au total, avec 600 suppressions, c'est le quart des effectifs qui sera appelé à disparaître en douze mois. Alors que la direction évoque la nécessité

de transformer, de réorienter et d'optimiser la base des coûts de l'entreprise, Syndicom dénonce cette décision, frappant «des personnes qui s'engagent pour Sunrise avec beaucoup d'énergie depuis de nombreuses années.» Le syndicat demande que la période de consultation démarre au plus vite afin de trouver des solutions alternatives au plan annoncé. Elle attend également «de l'entreprise qu'elle assume sa responsabilité sociale». ■ **RZ**

Les Mosses se passeront de neige artificielle

Une bonne nouvelle pour le climat et la biodiversité! Le projet des 175 canons à neige de la société Télé Leysin-Les Mosses-La Lécherette (TLML) est abandonné. Ou presque. Car trente à quarante canons supplémentaires sont quand même encore envisagés à Leysin. Le 18 septembre, les TLML et le Canton de Vaud ont annoncé que la protection du site marécageux d'importance nationale des Mosses ne permettait pas ce type d'installations contraires au droit fédéral. Le projet prévoyait de pomper l'eau du lac de l'Hongrin et de l'acheminer jusqu'aux stations de ski via un réseau de conduites d'une vingtaine de kilomètres. Lors de la première mise

à l'enquête en 2023, le projet avait essuyé plus d'un millier d'oppositions, grâce à un collectif de citoyennes et de citoyens* soutenu par le mouvement Grondement des terres. Plusieurs organisations dont Pro Natura Vaud avaient rejoint la fronde contre ces investissements nuisibles pour la faune, la flore, les écosystèmes, sans compter ses besoins en eau et en énergie. Retiré fin 2024, le projet avait été relancé début 2026 en étant légèrement remanié, mais sans remise en cause du nombre de canons à neige. Il avait essuyé de nouveau plus de 500 oppositions. La lutte citoyenne aura payé. ■ **AA**

* canons-a-neige.ch

«LA PRISON DEVRAIT ÊTRE AXÉE VERS LA SORTIE»

DÉTENTION

Lausanne accueille, les 25 et 26 septembre, le Forum critique du carcéral. L'occasion de repenser notre vision de la prison, un endroit où les détenus sont aussi des travailleurs.

Textes Massimo Greco

Vos légumes, votre plaque d'immatriculation ou les cartons dans lesquels vous recevez vos colis ont peut-être été produits par un détenu. Si la prison peut sembler coupée du monde, elle est en réalité bien intégrée au reste de la société. Inès Marthaler, qui vient de terminer un travail de Master portant sur la question du travail en détention, a pu l'observer. Elle s'est penchée sur le cas des Etablissements de Bellechasse, dans le canton de Fribourg et a découvert un monde qu'elle ne soupçonnait pas.

QUESTIONS RÉPONSES

Inès Marthaler, pourquoi avoir choisi ce sujet d'étude?

Le travail qu'on ne voit pas m'a toujours intéressée. Hors de l'emploi, il y a beaucoup de travail non reconnu, comme celui effectué dans le cadre domestique. L'idée est partie de là, et j'ai pu m'entretenir avec cinq personnes détenues et quatre personnes salariées des Etablissements de Bellechasse.

Et alors, qui travaille dans les prisons suisses?

Peu de gens le savent, mais en Suisse, la règle, c'est que tout le monde travaille. C'est obligatoire pour tous les détenus condamnés, sauf exception médicale.

Quel est le travail effectué par les détenus?

J'ai découvert une réalité à laquelle je ne m'attendais pas. Les deux plus grandes exploitations agricoles de Suisse se trouvent à l'intérieur de prisons. Bellechasse est justement la deuxième exploitation du pays. Il y a aussi d'autres postes: à Fribourg, les plaques d'immatriculation sont fabriquées par des détenus. Ils produisent aussi des boîtes en carton ou d'autres marchandises en atelier, qui sont ensuite achetées par des acteurs privés. Enfin, il y a le travail d'intendance interne: cuisine, nettoyage, lessive, etc.

Certaines tâches sont-elles plus valorisées que d'autres au sein de la prison?

Ce qui ressort de mes entretiens, c'est que le travail en extérieur est le plus apprécié, mais aussi le plus difficile à obtenir. Il faut montrer qu'on respecte l'autorité. Le travail d'intendance laisse une certaine liberté d'action aux détenus et ils peuvent donner du sens à cette tâche. Le travail le plus aliénant est celui effectué en atelier. Plier des boîtes en carton toute la journée, c'est très répétitif. Se retrouver à ces postes est d'ailleurs parfois perçu comme une punition par les personnes détenues.

A quoi sert le travail en prison?

Officiellement, le travail des détenus est considéré comme une occupation, pas comme un emploi. Ce qui implique d'ailleurs qu'il n'y a pas de droit du travail en prison pour les détenus. Ces activités permettent de rythmer la vie du détenu qui, sinon, est enfermé vingt-trois heures sur vingt-quatre dans sa cellule. Mais elles permettent aussi d'obtenir une rémunération. Plus on travaille de jours, plus on est rémunéré.

Ça paie bien, détenu?

Non, évidemment. La rémunération est fixée à 33 francs par jour, dont 8 sont retenus par la prison. Donc en pratique, les détenus touchent 25 francs par jour. Sur cette somme, 65% sont à leur disposition. Ils peuvent utiliser cet argent pour se payer de la nourriture, des cigarettes ou leur lessive. Le reste de leur salaire est alloué à un compte bloqué qu'ils toucheront à leur sortie et à un compte réservé qui permet notamment de payer leurs avocats et d'autres frais liés à leur dossier.

Comment les détenus jugent-ils leurs conditions de travail?

Ça dépend des cas. Certains sont heureux des activités proposées, qui permettent de lutter contre l'isolement carcéral. Ils peuvent aussi obtenir de la reconnaissance en travaillant. Mais il y a également des personnes qui préféreraient ne pas travailler. Des détenus qui ont déjà une formation et un emploi qui les



Les deux plus grandes exploitations agricoles de Suisse se trouvent à l'intérieur de prisons.

attend à la fin de leur peine ne voient pas l'intérêt d'aller plier des boîtes entre 20 et 40 heures par semaine. Ils préféreraient lire et faire du sport dans leur cellule.

Après votre enquête, quel regard portez-vous sur le travail en prison?

Pour le Canton de Fribourg ou pour les entreprises qui bénéficient du travail quasiment gratuit des détenus, ce système est très positif, c'est sûr! Mais personnellement, je trouve qu'il ne résout rien. On exploite les détenus, sans les former. En prison, ce n'est pas leur intérêt qui passe en premier. Du coup, quand ils sortent, nombreux sont ceux à ne pas avoir assez d'argent pour se réinsérer socialement et économiquement. Il faudrait traiter le problème à la racine en offrant

une vie et une rémunération digne aux travailleurs, sans couper dans les services publics qui bénéficient aux plus précaires. Mais même sans tout révolutionner, à l'heure actuelle, la prison devrait, selon moi, être beaucoup plus axée vers la sortie, par exemple en développant la

formation. On doit faire en sorte que tous ces mois passés en prison ne correspondent pas simplement à du temps perdu pour les détenus. ■

Forum critique du carcéral: Lausanne, Unil et Pôle Sud, les 25 et 26 septembre. Programme sur: forumducarceral.ch

SORTIR DE PRISON... ET Y RETOURNER

Selon l'OFS, 46,1% des personnes libérées d'une exécution de peine en 2019 ont de nouveau commis un crime ou un délit dans les trois années suivant leur libération. Près de 20% retournent même en prison dans ce laps de temps. Ces résultats sont stables d'année en année et amènent à se questionner sur l'efficacité de la prison pour dissuader les détenus de transgresser la loi. Ce d'autant plus que ces chiffres ne prennent en compte que les trois années suivant la libération. Le taux de réincarcération est forcément plus haut si on considère une période suivant la libération plus longue. ■

Le chèque-emploi, un rempart perfectible contre le travail au noir

DROITS Alors que Fribourg célèbre les vingt ans de son dispositif de déclaration des emplois dans l'économie domestique, un syndicaliste d'Unia souligne les limites du système.

Antoine Grosjean

Ce qu'il se passe derrière les murs des domiciles privés, à l'abri des regards, n'est pas toujours très reluisant. Notamment en termes de travail au noir. L'économie domestique est en effet un secteur où fleurissent les emplois non déclarés. C'est pour enrayer ce phénomène que le système du chèque-emploi – ou chèque-service – a été mis en place dans tous les cantons romands. Celui de Fribourg vient de souffler ses vingt bougies. A cette occasion, les autorités cantonales se sont félicitées du succès d'une mesure qui permet de «déclarer son personnel de maison sans se perdre dans la paperasse». Grâce à cela, une femme de ménage ou une nounou peut avoir accès à une couverture sociale de base (AVS, AI, assurance-chômage et assurance-accidents). Les employeurs privés sont de plus en plus nombreux à avoir recours au chèque-emploi dans le canton de Fribourg. Depuis

2006, 7450 d'entre eux ont opté pour cette solution, ce qui correspond à 120 millions de francs de salaires versés principalement pour des travaux ménagers, de garde d'enfants ou encore de jardinage. Cela a permis de récolter et verser aux assurances sociales obligatoires plus de 20 millions de francs de cotisations. En 2025, 3235 contrats étaient actifs, recouvrant 1864 travailleuses et travailleurs.

UNE MESURE IMPARFAITE

Selon les statistiques du Centre d'intégration socioprofessionnelle, qui gère le chèque-emploi fribourgeois, le salaire horaire net moyen versé aux personnes actives dans l'économie domestique dépassait très légèrement 26 francs de l'heure en 2025, alors que le contrat-type de travail préconise des salaires minimaux bruts qui, selon le niveau de qualification, oscille entre 21 francs et 24,05 francs de l'heure. Le principe est donc vertueux, mais reste perfectible. Edy Zihlmann, secrétaire syndical à Unia Fribourg, reconnaît qu'il s'agit d'un outil nécessaire de lutte contre le travail au noir, permettant aux employeurs particuliers de se conformer à leurs obligations. «Mais cela ne garantit toujours

pas que la loi sur le travail soit respectée et que toutes les heures travaillées soient bien payées», souligne-t-il. Le syndicaliste note aussi que le chèque-emploi fribourgeois semble très orienté sur les avantages pour les employeurs, par exemple en matière de coûts et de démarches administratives. «Pour célébrer ces vingt ans, ils organisent un jeu-concours où on peut gagner vingt heures de ménage! C'en est presque cynique!» Par ailleurs, Edy Zihlmann déplore que les effets directs du chèque-emploi sur le travail au noir ne soient pas vraiment documentés, et que le système en vigueur à Fribourg ne protège pas mieux les personnes sans titre de séjour, ce qui est souvent le cas des employées de maison. «Avec le chèque-service de Genève, par exemple, les employeurs peuvent les déclarer aux assurances sociales tout en conservant leur anonymat auprès de ces institutions. Pour le secrétaire syndical, le chèque-emploi fribourgeois n'est donc pas la panacée. «C'est tout à fait dans la pensée patronale d'imaginer que pour tout problème social, il y a une solution technique. Mais non, la solution doit surtout être politique!» ■

BRÈVE

POLLUTION DU LÉMAN: SYNGENTA SOMMÉ DE PAYER

Une campagne, lancée par une coalition internationale, demande à Syngenta d'assumer les coûts liés à la contamination du lac Léman au 1,2,4-triazole. Cette substance chimique a été rejetée par le site du groupe à Monthey entre 2015 et 2025. Les rejets ont depuis été stoppés. Si le 1,2,4-triazole ne présente pas de danger pour la santé humaine aux concentrations constatées, sa persistance pose problème, explique l'alliance, qui appelle à une mobilisation le 3 octobre prochain. La substance ne pouvant actuellement pas être éliminée par les systèmes classiques de traitement de l'eau potable, des adaptations des installations pourraient donc être nécessaires, avec des coûts susceptibles de se répercuter sur les collectivités et les consommateurs. La Ville de Lausanne cherche aussi à défendre ses intérêts. Or, Syngenta s'y opposerait en invoquant la protection de secrets commerciaux. En juillet, le Conseil d'Etat valaisan a confirmé le droit de Lausanne à participer à la procédure et à accéder aux informations. Une décision contre laquelle Syngenta a fait recours. Pour les militants, ces démarches constituent une tentative de retarder l'application du principe du pollueur-payeur. La campagne réclame que les éventuels coûts d'adaptation du traitement de l'eau soient assumés par Syngenta et non par le million de personnes qui consomment l'eau du Léman en Suisse romande et en France. ■ **MT**

L'action aura lieu le 3 octobre à 14h devant la gare de Monthey. Plus d'informations sur: stop-syngenta3oct.com

Les accidents du travail gâchent les loisirs. Parlez des risques au travail.

Dangers?
Parlez-en!

[suva.ch/
communication](https://suva.ch/communication)

La vie est plus belle tant que tout se passe bien.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Financé par la CFST
www.cfst.admin.ch

suva

QUAND LA LAINE TISSE DES LIENS ENTRE PASSÉ ET FUTUR

Les bénévoles de la Filature de l'Avançon valorisent la laine et des savoir-faire ancestraux.
Une filière encore fragile, mais écologique et durable

Textes Aline Andrey
Photos Thierry Porchet

Maya Berger porte bien son nom. Si celle qui nous reçoit dans le hangar de l'association la Filature de l'Avançon, à Verschiez-sur-Ollon, n'a pas de moutons, elle se passionne pour les matières naturelles, dont la laine. C'est ce qui l'a amenée à rejoindre ce groupe d'artisanes dont le nom fait référence à la rivière qui traverse Bex, commune où fut créée l'association il y a presque dix ans par Martine Gerber, Silvia Lampert, Susanne Junklaus et Suzanne Testaz. Nous utiliserons donc le féminin, même si quelques hommes participent aux activités et sont toujours les bienvenus.

Pendant que Maya Berger nous ouvre les portes de ce monde en marge de la société de consommation et du prêt-à-porter synthétique, Nathalie Marchesi nous rejoint. «J'ai quelques moutons, des Ouessant, qui font office de tondeuses sur mon terrain», sourit-elle. «Je voulais faire quelque chose de leur laine que mon gendre et ma fille tondent aux forces (ciseaux spécifiques à la tonte, *ndlr*). Un travail dur, mais qu'ils aiment beaucoup.»

Une tonte annuelle, au printemps, est obligatoire en Suisse pour le bien-être de l'animal. Elle est parfois pratiquée une seconde fois, en automne, si les bêtes passent l'hiver dans la chaleur de l'étable. De la laine à foison donc, qui, faute de débouchés en Suisse, sera en grande partie jetée. Un gaspillage contre lequel s'érige l'association, la seule dans la région, qui fonctionne de manière artisanale et bénévole.

DE NOMBREUSES ÉTAPES

Au milieu des machines à carder et à filer, entre les sacs pleins de toison de moutons qui varient du blanc au noir, en passant par le gris et le brun, Maya Berger explique les différentes étapes. A commencer par l'achat aux petits éleveurs de la région de petites quantités:



En Suisse, la tonte est obligatoire chaque printemps. Propriétaire de quelques moutons, Théo amène ses premières toisons à l'association de la Filature de l'Avançon pour trouver des débouchés.

10 kilos par année, payés 2 francs le kilo. Dérisoire, ce montant est pourtant supérieur à ce qu'offrent les quelques entreprises suisses (lire encadré). Dans l'association la Filature de l'Avançon, les artisanes commencent par trier les toisons. La belle laine est gardée, le reste est utilisé comme rembourrage, pour amender le compost ou le jardin sous forme de paillage. Commence alors le patient travail du lavage du poil, dense et gras à l'odeur intense de mouton. «Plusieurs méthodes existent. Pour ma part, j'aime le laisser tremper dans de l'eau de pluie pendant deux

à trois semaines. Les bactéries se développent et font office de nettoyant. D'autres utilisent des cristaux de soude ou du savon», explique Maya Berger. Nathalie Marchesi, elle, baigne la laine dans de l'eau chaude une journée, puis utilise la machine à laver. «Un autre camarade fait des essais pour nettoyer la laine grâce à des vibrations», racontent celles qui ont appris les gestes en essayant et en tâtonnant, en véritables autodidactes mues par la curiosité et la passion.

Après le nettoyage, au tour du cardage, soit l'action de peigner et d'ouvrir la

laine. «On dit qu'on la passe au loup... Regardez les dents de la carde à balancier, explique Maya Berger, le sourire malicieux. Les anciens utilisaient cette technique pour regonfler leur matelas. Ils en sortaient le crin de cheval, le cardaient et le remplissaient à nouveau.» Carde à main, à rouleaux, mais aussi électrique sont aujourd'hui utilisées. Le poil dense au début en ressort si aéré qu'il en devient nuage. Ce sont ces légères nappes qui sont ensuite filées, au rouet ou au fuseau, tissées ou feutrées. Les fibres sont parfois teintées avec des plantes. Deux brins au moins

de fil formeront les pelotes à tricoter. Après d'autres longues heures de travail aux aiguilles, petits chaussons, semelles, sacs, bonnets ou encore coussins seront ensuite vendus lors de marchés; dont les bénéfices seront réinvestis dans l'association.

MISSION ÉCOLOGIQUE

Lors de cet après-midi d'atelier ouvert au public, un jeune homme arrive, les toisons de ses bêtes dans un sac. «Je me demandais ce que je pouvais en faire. Ce sont des Roux du Valais, une race Pro Specie Rara. Il n'en reste plus que 1500 environ. J'ai aussi quelques ânes», explique l'amoureux des bêtes. Théo en profite pour apprendre l'art du cardage. Tout comme Daniela, autre visiteuse du jour, qui ne lésine pas sur ses efforts. Le travail est physique, lent et patient.

«Notre démarche est bien sûr écologique», explique Maya Berger. L'association œuvre à valoriser cette matière noble, à lutter contre le gaspillage et à sauvegarder un savoir-faire ancestral. Une autre de ses membres, Josiane Rouiller, apparaît et en dévoile encore un autre aspect. Elle vient de passer la matinée sur le glacier des Diablerets avec l'organisation Summit Foundation qui, en partenariat avec l'Université de Lausanne, teste des moyens de couvrir la neige pour diminuer sa fonte. Résultat, la laine blanche est aussi efficace que les bâches en pétrotexile. Elle a, en plus, l'avantage d'être naturelle et donc de ne pas rejeter de microplastiques. «La fonte est réduite de 60%. Mais il est impossible de recouvrir tout un glacier», soupire-t-elle. «C'est un sparadrap sur une jambe de bois, observe Maya Berger. Il faut prendre le mal à la racine, changer notre manière de vivre, prendre conscience que, si la planète va survivre, nous non...» L'association de la Filature de l'Avançon, c'est ça aussi, un autre rapport au vivant. ■

Plus d'informations: filaturelocale.ch



Après le cardage, la laine est filée au rouet.



Maya Berger et Nathalie Marchesi, passionnées de laine.



Différentes techniques de cardage sont utilisées dans l'atelier, à Verschiez-sur-Ollon, dans le Chablais vaudois.

LA LAINE, SUR LE FIL

Des entreprises – telles que Fisolan ou Fiwo en Suisse alémanique – valorisent cette noble matière si polyvalente qu'on peut en faire des isolants de maison de haute qualité dans la construction, des feutres pour moteur dans la mécanique ou encore, dans l'industrie, des disques de polissage pour les outils, les bijoux ou même les prothèses médicales.

Si, dans nos contrées, la filière de la laine ne tient qu'à un fil, l'espoir d'un renouveau est permis. Cette dernière année, en Suisse romande, la filature Laines d'ici à Cernier, dans le canton de Neuchâtel, a été sauvée in extremis. La Fédération suisse de la laine LaineWolleLana a également vu le jour. Notons encore que le tricot revient à la mode, même chez les plus jeunes. Et que, face au dérèglement climatique, la promotion de matières durables au travers d'initiatives locales telles que la Filature de l'Avançon augure un avenir plus doux. ■

PAUSE CAFÉ MILITANTE

Avec Laurent Giaque, président du groupe d'intérêts des retraité-e-s d'Unia Neuchâtel



«L'ENGAGEMENT EST TRÈS IMPORTANT EN CES TEMPS ANXIOGÈNES»

Aline Andrey

Laurent Giaque a toujours été syndiqué, mais dit avoir été «parachuté» président du groupe d'intérêts (GI) des retraité-e-s d'Unia Neuchâtel. C'était le 1^{er} janvier 2025. «Quand John Amos a décidé de se retirer, il m'a proposé de reprendre cette fonction», explique l'enseignant de métier, qui avait quitté le SSP il y a une dizaine d'années, au moment de sa retraite. Même si ce dernier mot n'est pas tout à fait le bon pour l'homme de 75 ans qui continue d'enseigner le français à des adultes – au chômage ou en entreprise – dans une école privée. «J'adore mon métier. C'est très stimulant intellectuellement et physiquement. J'aurais peur de me rabougrir si j'arrêtais de faire des efforts. Et puis, être en contact avec des étudiants d'origine étrangère me permet de voyager...» Culturellement donc, sans se déplacer, lui qui a beaucoup bourlingué dans sa vie, notamment dans les années 1970 du Canada au Mexique, ainsi qu'en Asie. «En ce temps-là, on allait travailler dans des kibboutz en Israël pour vivre un idéal de communauté ou voyager en Inde pour chercher Dieu. J'ai fait les deux, et je n'ai trouvé ni l'un ni l'autre, mais j'ai beaucoup appris...» Pour lui, voyager, c'est surtout se laisser surprendre, ouvrir son cœur et laisser tomber les préjugés. Sa sensibilité de gauche s'est ainsi renforcée pendant ses périodes.

LA FÊTE DU PEUPLE

Les origines de son engagement humaniste remontent à son enfance dans son village de Diesse, dans le

Jura bernois. «Je faisais partie d'un groupe de jeunes animé par un pasteur humaniste. Cet homme nous a beaucoup appris», se souvient Laurent Giaque, dont le père était, quant à lui, foncièrement de droite, malgré sa lutte pour le Jura libre. «Chaque année, nous allions à la Fête du peuple à Delémont. Cela m'a marqué. Depuis, j'ai toujours eu besoin de militer. Si mon engagement politique vient de lui, je n'ai pas choisi le même bord», explique le socialiste, dont l'enfance n'a pas toujours été rose... Très tôt, il souhaite s'émanciper de ses parents. Lui qui se rêve en sociologue choisira une voie plus pratique et plus

«Comment recruter des jeunes? Une piste serait peut-être que des retraités avec un passé syndical fort puissent aller à la rencontre d'étudiants dans les écoles professionnelles»

rapide, celle de l'enseignement. Il étudie à l'Ecole normale des instituteurs de Porrentruy, enseigne à Corgémont, voyage, avant de reprendre des études à l'Université de Neuchâtel, ville où il enseignera ensuite à l'école obligatoire pendant trente ans.

POLITIQUE ET SYNDICAT

Avec sa compagne et leurs enfants, il revient dans son village de Diesse, dans la maison familiale héritée. «Quand j'ai rejoint l'Assemblée communale, on m'a dit: "Les

étrangers doivent attendre trois mois avant de prendre la parole!" Alors qu'enfant je connaissais le nom de chaque vache du village», se souvient Laurent Giaque. Dix ans plus tard, la famille déménage pour s'installer à Cormondrèche, plus près de la ville. «Nous y sommes depuis vingt ans, et je dois dire qu'aujourd'hui je me sens Neuchâtelois», lance l'ancien membre du Conseil général du village, qui a lâché ses fonctions au moment de la fusion du village avec Neuchâtel, il y a quelques années.

Son besoin, encore et toujours, de faire sa part pour une société meilleure l'amènera tout naturellement à rejoindre le syndicat. «Beau-papa d'une secrétaire syndicale, j'ai été syndiqué de force à Unia», plaisante-t-il. L'homme de théâtre (amateur) aime parler et se sent à l'aise devant une classe d'une vingtaine d'élèves, ou devant des assemblées politiques de village. Par contre, il confie son sentiment de trac au moment de s'exprimer lors du Congrès d'Unia. «Il y avait vraiment beaucoup de monde, environ 400 personnes. J'ai surmonté la panique au vu de l'importance

de la cause, puisque je relayais la position d'Unia Neuchâtel pour une résolution sur la Palestine.»

APPEL AUX JEUNES

Plus localement, avec ses camarades du GI retraité-e-s – dont des militants de toujours tels qu'Henri Vuilliminet et Christian Weber – d'autres questions sont débattues au sein d'Unia: «Comment recruter des jeunes, alors que la moyenne d'âge dans le canton est de 46 ans? Une piste serait peut-être que des retraités avec un passé syndical fort puissent aller à la rencontre d'étudiants dans les écoles professionnelles. Pour ma part, ça me plairait beaucoup. J'essaierais de leur faire comprendre l'importance de la politique et de s'engager pour essayer de faire changer les choses. L'engagement est très important en ces temps anxio-gènes.»

Laurent Giaque vient de lire *La bascule* de Johann Chapoutot. «C'est le moment en 1933 où Hitler prend le pouvoir, grâce au patronat, aux milieux économiques et à l'Eglise catholique, qui veulent combattre le communisme», relate le militant.

Face à la montée en force de l'extrême droite, il ne cache pas son inquiétude. «Trump fait beaucoup de mal, par tout. Même si, en Suisse, notre système politique a des garde-fous, avec notamment sa présidence tournante. N'empêche que le centre est de plus en plus à droite! Les étrangers sont des boucs émissaires. Alors que, sans eux, comme je le dis souvent à mes élèves, la Suisse n'existerait pas.» Pour toutes ces raisons, il appelle – comme près d'une centaine d'organisations de soutien aux migrants, des syndicats et des partis de gauche – à venir manifester le 26 septembre* à Berne contre l'exclusion, les frontières et les durcissements des politiques migratoires. ■

* Manifestation «Entre nous pas de frontières!», Schützenmatte, Berne, 14h.

Notre vidéo:
evenement.ch/videos



A 75 ans, Laurent Giaque est toujours habité par le besoin de s'engager pour un monde meilleur.

THIERRY PORCHET

ÉCLAIRAGE



COMMISSION DU PERSONNEL: À QUOI ÇA SERT?

Manon Todesco

C'est quoi, une commission du personnel? Ce qu'on appelle plus communément une CoPe est une représentation élue des salariés au sein d'une entreprise. Les représentants du personnel permettent de faire entendre la voix de tous les employés auprès de la direction et de participer aux discussions sur les conditions de travail. Elle n'est pas obligatoire: l'employeur n'est pas tenu d'en créer une de sa propre initiative, mais le personnel peut en demander la création quand l'entreprise compte au moins cinquante collaborateurs. La CoPe peut travailler avec un syndicat, mais là encore, ce n'est pas systématique. Si tel est le cas, ce dernier peut apporter aux représentants du personnel un soutien juridique, des conseils et une aide dans l'exercice de leur mandat.

Quelles sont ses prérogatives?

La commission du personnel est un interlocuteur collectif de la direction. Elle a notamment le droit d'être informée sur les questions qui concernent le personnel et de faire des propositions. Elle dispose également de droits de participation dans

certains domaines, comme la santé et la sécurité au travail ou encore les horaires. En cas de licenciement collectif ou de transfert d'entreprise, la CoPe doit aussi être consultée pour discuter de l'avenir ou négocier un plan social.

Ses pouvoirs restent toutefois limités: une CoPe n'est pas un syndicat et ne dispose pas d'un droit général de codécision. Ses prérogatives dépendent des domaines concernés et des éventuelles conventions collectives de travail ou des règles internes à l'entreprise.

Quel intérêt à en faire partie?

Être membre d'une CoPe permet de ne pas rester seul face à la direction. Si elle est active, la CoPe peut donner davantage de poids aux salariés en les organisant autour de préoccupations communes. Cela permet aussi d'être informé plus tôt des projets de la direction et d'intervenir avant que certaines décisions ne soient prises.

En théorie, les membres de la CoPe sont mieux protégés contre les représailles. En tout cas, ils ne peuvent pas être licenciés en raison de leur mandat ou de leur engagement. Toutefois, ils ne sont pas immunisés contre un licenciement ordinaire... ■

POING LEVÉ

ROMPRE LE SILENCE

Par Manon Todesco

«L'Etat d'Israël commet un génocide en Palestine et la France est complice. N'acceptez pas l'inacceptable, alors sanctionnez Israël et libérez la Palestine!» Ces mots sont ceux de l'actrice française Adèle Haenel, invitée de *La Grande Librairie*, émission diffusée sur France 5 le 9 septembre. Elle était venue y présenter son livre *Viser juste*, et s'est vu proposer de conclure l'émission avec une carte blanche. Dans ce cadre, elle a fait le parallèle entre les violences sexistes et sexuelles, dont elle a notamment été victime, et le conflit en cours à Gaza. Leur point commun: le silence et l'invisibilisation. L'actrice parle du «silence télévisuel qui englobe le pays» et, malgré la peur, elle ose prendre la parole pour dénoncer et «redire ce qu'il y a dans ce silence». Les réactions sont immédiates dans la sphère politico-médiatique. La droite s'insurge, la gauche soutient et France Télévisions censure, en décidant de retirer la séquence du *replay*. Une mesure prétendument conservatoire. La polémique est vive.

De l'autre côté de l'Atlantique, c'est le rappeur américain Macklemore qui paie le prix de ses convictions. Ce dernier, qui assurait la première partie du concert d'Ed Sheeran, a aussi qualifié les actions d'Israël de génocide et a voulu montrer son soutien aux Palestiniens en scandant «Free Palestine!» au MetLife Stadium, près de New York. Accusé d'antisémitisme par les propriétaires de salles qui ont ensuite refusé de l'accueillir, il a été évincé de la tournée. Solidaires, plusieurs artistes ont annoncé leur retrait de cette tournée, pendant qu'Ed Sheeran marchait sur des œufs. L'affaire fait le tour du monde et pose une énième fois la question de la liberté d'expression des artistes, et de leur rôle. Pour Macklemore, c'est limpide. «Il n'existe pas de position neutre entre l'opresseur et l'opprimé», a déclaré celui qui a décidé de reverser l'intégralité des revenus liés à cette tournée à des organisations œuvrant pour le peuple palestinien.

Dans quelques jours, le 7 octobre, on commémorera le triste anniversaire de l'attaque du Hamas contre Israël qui a mené à l'aggravation de la crise en Palestine. Selon les chiffres de l'ONU, qui rendent compte de la réalité du terrain, en trois ans plus de 73 000 personnes sont mortes dans la bande de Gaza, dont 21 600 enfants. Plus de 173 000 ont été blessés, dont 50 000 enfants; 1,4 million de personnes ont été déplacées, 660 000 enfants sont privés d'école et le risque de malnutrition aiguë concerne 100 000 enfants de moins de 5 ans. Enfin, et ce n'est pas exhaustif, 96% des terres agricoles ne peuvent plus être cultivées, 92% des habitations ont été détruites, et il faudra sept ans pour débarrasser tous les gravats. Tout se déroule sous nos yeux, entre impuissance et ignorance. Une population décimée, privée d'avenir. Comme une fatalité. Ce n'en est pas une. Ce qui dérange, c'est de nommer les coupables. Saluons ceux qui osent encore le faire et inspirons-nous-en! ■

BOUCHON DE LAINE



L'INSTANTANÉ

Olivier Vogelsang

Les moutons de l'éleveuse Martine Gerber traversent sagement mais sûrement le pont sur l'Avançon, à proximité de l'usine électrique de la Peuffeyre, dans le Chablais vaudois, avant de rejoindre d'un bon pas des prés plus verts. ■



ERNEST-PAUL GRABER, PORTRAIT PAR SES ÉCRITS

Rocco Zacheo

Alors que septante ans se sont écoulés depuis sa disparition, on ne pourrait mieux renouer avec la figure d'Ernest-Paul Graber (1875-1956) qu'en plongeant dans l'ouvrage qui lui est consacré, dont le titre reprend l'un de ses passages rédigés peu avant son trépas: «... On y va et on y arrivera.» Figure politique majeure du paysage neuchâtelois – il a siégé au Grand Conseil entre 1916 et 1919, puis entre 1925 et 1944 – et helvétique – conseiller national entre

1912 et 1944 –, le socialiste est, certes, quelque peu oublié de nos jours. Il resurgit désormais à travers une sorte de portrait en creux et une sélection de ses innombrables articles, publiée par les Editions d'en bas. Cet aperçu rappellera que le politicien fut également un combattant à la plume acérée: rédacteur en chef du journal *La Sentinelle* – publication disparue en 1971 –, il y signa près de 7000 articles, abordant avec acuité des questions de toute sorte: idéal socialiste, progrès social, défense des libertés, égalité entre les hommes et les femmes,

pacifisme, lutte contre l'ennemi fasciste, politique internationale... Ses analyses ont marqué les esprits de son époque. Le livre, préfacé par Raymond Spira, constitue l'aboutissement d'une aventure éditoriale exigeante. Car il a fallu passer au peigne fin les archives pour retrouver les traces de l'auteur, une opération complexe menée à bon port par l'historien Youssef Bessourour. Une première sélection de 566 contributions a été ainsi établie, puis distribuée à un comité éditorial de vingt-trois personnes, qui a progressivement réduit le nombre d'articles retenus à 94.

Un critère a fini par s'imposer dans ce travail: chaque texte devait avoir un lien avec l'actualité d'aujourd'hui. Mentionnons encore que l'ouvrage est enrichi de saisissants documents iconographiques – dessins, croquis, photos, affiches... – et que les notes de bas de page permettent de contextualiser les enjeux et les personnages évoqués dans les articles. ■

«...On y va et on y arrivera», une anthologie d'Ernest-Paul Graber, coordination de Youssef Bessourour et Raymond Spira, Editions d'en bas, 344 pages (2026).

1 + 1 = 11
David Prêtre/Albedo



L'instant présent.

DES ÉMOTIONS À FLEUR DE CHEVEUX

Perruquier engagé dans le domaine médical, Stéphane Antille exerce une profession rare nécessitant des compétences en coiffure, couture et psychologie. Tête-à-tête dans son institut genevois.

Sonya Mermoud

Photos Thierry Porchet

Regards de cire, expressions lisses, impassibles: alignées sur des étagères, des centaines de têtes de mannequin hantent l'institut. Etrange et répétitive galerie de visages que seule une large variété de coiffures distingue. Crinières rousses, blondes, noires ou châtain... Coupes courtes ou longues... Cheveux raides, frisés ou bouclés... Allures romantiques, garçonnas ou strictes... les rangées de modèles féminins et masculins déclinent les innombrables possibilités de perruques réalisées sur mesure ou prêtes à porter proposées par l'enseigne Michel. Une marque existant depuis 1952. Et un prénom qui aura accompagné trois générations de perruquiers. Stéphane Antille a repris l'institut de son père, qui avait lui-même succédé à son propre père. Dans la ville du bout du lac, isolé derrière une structure de bois ajourée, le patron de 45 ans s'affaire au «défeutrage» d'une chevelure en fibres de bambou. Usure et friction expliquent l'opération de lissage qu'il effectue à la vapeur d'eau. Mèche après mèche, l'homme rend à la prothèse capillaire son aspect d'origine. Sa propriétaire patiente dans une cabine d'essayage en attendant son retour et les derniers gestes d'ajustement. «Nous ne sommes que trois ou quatre à exercer ce métier en Suisse. J'apprécie particulièrement sa diversité, la complexité des coupes et l'aspect humain», souligne Stéphane Antille qui, au bénéfice d'un CFC de coiffeur, a appris les spécificités de son activité sur le tas, dans sa famille et avec les employés d'alors. «Enfant déjà, je courais dans la boutique de mon grand-père», sourit le passionné. Lauréat du prix d'artisanat 2023, l'homme gère deux commerces – le second se trouve à Lausanne – et réalise essentiellement des perruques médicales.

TACT ET SENS DE L'ÉCOUTE

«Les 80% de ma clientèle sont atteints dans leur santé.» Grands brûlés, patients sous chimiothérapie, personnes victimes de chocs émotionnels, de pelade, chirurgie à la tête entraînant un rasage ou encore souffrant de trichotillomanie (arrachage compulsif de poils): autant de causes de pertes de cheveux et de recours à des artifices. Des situations douloureuses qui exigent du perruquier et de son équipe tact, écoute empathique, voire mots de réconfort. «Certaines personnes s'écroulent en racontant leur histoire. Quand j'ai commencé ce métier, je pleurais souvent avec elles. Et c'était encore pire quand il s'agissait d'enfants. Avec le temps, on arrive à faire la part des choses», note l'artisan, soulignant la charge émotionnelle des échanges. Et détaillant le protocole mis en place. «Lors du premier contact, aucune prothèse capillaire n'est testée. Nous faisons connaissance avec l'interlocuteur, identifions ses attentes et l'informons des étapes futures», explique Stéphane Antille, montrant les trois espaces



Des perruques pour toutes les têtes et tous les goûts. Stéphane Antille apprécie aussi bien l'aspect humain que technique de son métier.



Ivana entretient le toupet d'un monsieur d'un certain âge soucieux de rester séduisant...



L'enseigne a installé trois cabines à l'abri des regards permettant à la clientèle, d'essayer des perruques en toute discrétion.

réservés aux entretiens et, dans un second temps, aux essayages. Des cabines offrant discrétion et intimité. «Dans la mesure du possible, j'invite les malades – dont nombre de femmes souffrant d'un cancer du sein – à prendre rendez-vous avec l'institut avant le début des traitements. Je peux ainsi mieux tenir compte de leur coupe actuelle.» Si le déplacement se rend directement au chevet du patient. «J'effectue quasiment tous les jours des visites dans des hôpitaux. Je vais aussi dans des EMS ou à domicile.» Le perruquier propose ensuite au moins trois coiffures distinctes. L'une semblable à l'originale, l'autre présentant une couleur différente – une variation potentiellement bienvenue pour rehausser le teint du malade – et une troisième carrément différente. La dernière entrevue passe souvent par la tonte, mais jamais devant le miroir pour atténuer le choc, avant l'ajustement de la coiffure et

les réactions du bénéficiaire avec et sans sa prothèse. Un processus humainement remuant mais aussi gratifiant pour Stéphane Antille et ses collaborateurs.

FRISSONS À LA CLÉ

«On nous remercie quotidiennement. Rien que de l'évoquer, j'ai des frissons», note le sensible quadragénaire, estimant que 50% de la guérison passe par la capacité des malades à se retrouver, à bénéficier d'une meilleure image et estime d'eux-mêmes. «Sociale, la pratique se révèle aussi technique avec la fabrication des prothèses capillaires», enchaîne Stéphane Antille, terminant, dé de protection au doigt, un travail de couture visant à resserrer le tour de tête de la perruque en réparation. Cette activité finie, le manuel se tourne vers une autre tâche. Et, crochet à la main, poursuit l'implantation de cheveux sur une trame de tulle transparente très fine. Une opération

minutieuse, nœud après nœud, qui peut également s'effectuer avec un poinçon ou une machine selon le résultat visé.

Stéphane Antille dévoile encore dans l'arrière-boutique un large stock de cheveux. «Ils proviennent essentiellement d'Asie – Inde en tête –, du Brésil et des Etats-Unis. Les versions européennes sont souvent de moins bonne qualité et plus chères.» Les perruques sont soit réalisées avec des cheveux naturels soit avec des fibres végétales, synthétiques ou mixtes. Chaque option présente des avantages et des inconvénients en termes de coût, de texture, de poids, de coiffure et d'entretien.

La fabrication d'une perruque dure environ une semaine. Et nécessite la prise en compte de plusieurs facteurs: tour et forme de tête, de nuque, risque d'irritations, de transpiration accrue lors de chimiothérapies provoquant des bouffées de chaleur, facilités de coiffage... Quant au prix, il

oscille entre 400 et 2000 francs, voire plus. «L'assurance invalidité ou celle complémentaire remboursent entièrement ou partiellement les frais liés aux chevelures médicales. Nous nous chargeons des démarches administratives.»

SÉDUIRE À TOUS LES ÂGES

Sur une note plus légère, l'enseigne Michel compte également une clientèle uniquement guidée par des critères esthétiques. Employée de la boutique, Ivana pose ce jour-là des bigoudis sur un toupet poivre et sel en fibre végétale ajouté dans cette optique. «Il faut effectuer la mise en pli tous les deux mois. C'est un complément capillaire pour un monsieur d'un certain âge soucieux de rester séduisant», sourit la jeune femme, passionnée elle aussi par son travail et ses multiples facettes. D'autres motifs conduisent des particuliers à pousser la porte du magasin: un changement de sexe, un événement festif, le désir d'être toujours bien coiffé sans devoir consacrer du temps à ce but, une envie de se travestir... Certaines demandes restent enracinées dans la mémoire du sympathique et intarissable artisan, comme celle d'un couple fréquentant autrefois régulièrement le commerce. «Le mari portait un toupet, son épouse une perruque. Chacun l'avait caché à l'autre. Vingt ans durant, nous avons dû jongler avec les rendez-vous pour éviter qu'ils ne se croisent dans le magasin.» Autre anecdote marquante: l'achat d'une perruque par une personnalité de passage à Genève désireuse de déambuler incognito. Un anonymat respecté aujourd'hui encore. Stéphane Antille signale également la visite, chaque deux à trois ans, de la police judiciaire en vue de renouveler son stock de prothèses capillaires. Facilité de pose, tenue impeccable et adéquation avec la physiologie des visages dictent le choix des accessoires qui servent aux filatures. De quoi, peut-être, donner des cheveux blancs aux malfrats... ■

PERRUQUES SOLIDAIRES

L'incendie de Crans-Montana le 1^{er} janvier dernier à l'origine de la mort de 41 jeunes et de 115 blessés a trouvé une résonance particulière à l'institut, partie prenante à différents niveaux de l'élan de soutien aux victimes qui l'a suivi. L'entreprise a reçu un grand nombre de cheveux et en reçoit aujourd'hui encore. Des dons qu'elle transfère à l'Association Crans-Montana Solidarité chargée de leur redistribution.

L'opération «Perruques vertes» se base, elle, sur le retour de prothèses capillaires à la suite de décès ou d'abandon d'utilisation, au terme de traitements médicaux par exemple. Après nettoyage et régénération, l'enseigne remet ces accessoires à des organismes qui en font cadeau à des personnes dans le besoin. ■



Resserrement de la perruque, implantation de cheveux au crochet et opérations de lissage: des gestes qui demandent minutie, patience et tact.